

GENÈVE 2050



**GENÈVE 2050 :
QUEL FUTUR
SOUHAITEZ
VOUS ?**



**RAPPORT DE SYNTHÈSE
DE L'ENQUÊTE
PARTICIPATIVE 2019
NOVEMBRE 2020**

Préface du Conseil d'Etat	3
Présentation de la démarche	4
Méthodologie	6
ANALYSE DE LA CONSULTATION : LES PRINCIPAUX THÈMES	8
Qualité de vie à Genève	10
Climat et énergie	12
Habiter	14
Se déplacer	16
Santé et cohésion sociale	18
Technologie	20
Travailler	22
Se former	24
Economie	26
Sécurité	28
Culture et sport	30
Confiance	32
GENÈVE AU TEMPS DE LA COVID-19	34
Construire des éléments de résilience post-Covid 19 : premières pistes	36
MISE EN PERSPECTIVE	38
L'avenir du canton vu par les jeunes	40
Les ateliers et leurs enjeux	42
Indicateurs	46
Mettre en œuvre les transformations nécessaires pour préparer l'avenir	48
Postface	49
Remerciements	51

Comment les Genevois et les Genevoises voient-ils l'évolution de leur canton et de leur région à l'avenir ? Quels sont leurs espoirs, attentes et préoccupations ?

Le Conseil d'Etat genevois a souhaité le découvrir en organisant, en 2019, une large consultation prospective auprès de la population, de l'administration cantonale, des écoles ainsi que de plusieurs groupes d'expert-e-s thématiques.

Notre époque est en effet marquée par d'importants bouleversements. Elle nous invite à ne pas garder le regard rivé uniquement sur les préoccupations d'aujourd'hui, mais à nous projeter plus en avant vers les enjeux et solutions de demain.

Entre temps, la pandémie COVID-19 a frappé notre pays et bousculé notre société. Les thématiques de la consultation « Genève 2050 » ont encore gagné en actualité et en urgence au regard de la crise, qu'il s'agisse de santé, de relations entre générations, de nouveaux modes de travail et de formation, ou encore des dimensions économiques et environnementales !

Plus de cinq mille personnes se sont prononcées sur une grande variété de thèmes au moyen d'ateliers et d'un sondage publics réalisés en 2019. Elles se sont parfaitement identifiées à ce rôle prospectif et ont su voir plus loin en adressant au Conseil d'Etat des messages clairs sur leurs perceptions et aspirations.

La consultation a aussi fait ressortir les engagements de la population pour une Genève plus durable, mieux préparée aux enjeux de demain ou encore plus solidaire et conviviale. Quant à l'Etat, il est notamment invité à offrir davantage de services publics et de consultations citoyennes en ligne.

En ce sens, la consultation « Genève 2050 » est une promesse autant qu'un résultat. Sortant de ses certitudes, l'Etat se voit encouragé à dessiner les politiques publiques de demain en faisant mieux participer celles et ceux qui en sont les principaux acteurs et bénéficiaires. De leur côté, la société civile et les acteurs académiques et économiques du canton sont invités à se saisir des résultats de la consultation pour enrichir et élargir le débat.

Plus que jamais, la capacité de dialoguer et de faire émerger des solutions innovantes est aujourd'hui indispensable. Genève devra ainsi devenir plus résiliente face aux incertitudes et risques qui se posent à elle.



Présentation de la démarche

Genève 2050 est une démarche de prospective s'appuyant notamment sur une consultation publique qui a pour but d'imaginer des scénarios possibles ou souhaitables pour le futur de Genève. Elle utilise les outils de la prospective et entend inscrire la notion de résilience dans la trajectoire du canton pour les prochaines décennies.

La prospective est une discipline qui étudie l'évolution des sociétés pour en dégager des éléments de prévision. En Suisse, des démarches de prospective ont notamment été menées par la Chancellerie fédérale et par le canton de Vaud. A l'Etat de Genève, un programme d'initiation à la veille et à la prospective a été mis en place en 2015 et a permis de former une cinquantaine de cadres en deux ans et demie. Le discours de Saint-Pierre inaugurant la législature 2018-2023 a annoncé la mise en place d'une démarche de prospective visant à définir la Genève que les citoyen-ne-s souhaitent pour 2050.

Une première partie de la démarche a consisté à déterminer les tendances et questions qui permettraient de tisser les différents scénarios du futur. Ces éléments ont été identifiés au cours de 50 entretiens individuels semi-directifs avec des cadres de l'Etat, avec des représentant-e-s des milieux

économiques ou associatifs, et complétés par une revue de littérature qui est venue nourrir la réflexion. Ces pistes ont ensuite permis d'imaginer quatre scénarios contrastés de futurs possibles, s'appuyant sur les travaux de l'Université d'Hawaï, pôle d'excellence en matière de prospective.

Ces quatre scénarios sont venus alimenter un atelier visant à déterminer la vision d'un futur souhaitable. A la différence des scénarios, la vision est une direction spécifique au Canton de Genève et confère un rôle central à l'action publique. Réunissant des représentant-e-s de l'Etat et des milieux économiques et associatifs, l'atelier a été complété par les résultats d'une enquête menée auprès d'étudiant-e-s et d'apprenti-e-s, évaluant la plausibilité et la souhaitabilité de 50 affirmations sur Genève en 2050.

L'ensemble de cette première phase a permis de définir quatre ambitions et douze objectifs qui ont été validés par le Conseil d'Etat dans un premier rapport en juin 2018.

La création de la Commission de prospective « Genève 2050 », destinée à assurer le caractère transversal de la démarche et à livrer des recommandations au gouvernement, a marqué le

début d'une deuxième partie de la démarche. Placée sous le signe de la consultation publique, cette nouvelle phase a été marquée par les étapes suivantes :

1. Du 22 mars au 17 avril 2019, 15 ateliers thématiques ont été proposés, réunissant des spécialistes et le grand public.
2. Du 22 mai au 28 juillet 2019, la consultation a pris la forme d'un questionnaire anonyme, accessible en ligne ou sur papier, en français ou en anglais. En plus des questions à choix multiples, le questionnaire offrait la possibilité de rédiger des commentaires libres, possibilité largement exploitée par les 4911 répondant-e-s.
3. Pour compléter la démarche, 50 classes, soit près de 1000 élèves essentiellement du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP), ont répondu à une version adaptée du questionnaire au mois d'octobre 2019 (deux classes d'écoles privées ont également souhaité participer).

Cette démarche s'inscrivait également dans le cadre du programme « un mois, un droit », mis sur pied par le DIP pour le

30^e anniversaire de la Convention des droits de l'enfant. Le mois d'octobre étant consacré à la participation citoyenne, le questionnaire Genève 2050 a été adapté pour être soumis à des élèves âgés de 10 à 20 ans. Chaque enseignant-e a présenté l'ensemble des thématiques à ses élèves, avant de les faire voter sur les trois thématiques qu'elles et ils jugeaient les plus importantes. Les classes ont été désignées afin de représenter un échantillon du système scolaire genevois.

Les pages suivantes proposent une synthèse des réponses apportées à ce questionnaire et des réponses des élèves, tout en faisant de brèves références aux ateliers lorsque cela s'est avéré nécessaire. Cette restitution permet d'apporter un éclairage global sur les attentes de la population concernant l'avenir du canton. Ce livrable sera amené à évoluer par la suite.

Ce document s'adresse à la population, aux partenaires et aux membres de l'administration. Les détails relatifs à l'analyse du sondage et au contenu de la démarche sont disponibles en annexes numériques sur le site web 2050.ge.ch.

2015

2015
début des réflexions,
programme d'initiation à
la veille et à la prospective

2018

Juin 2018
– adoption par le Conseil d'Etat
du premier rapport GENÈVE 2050
– inscription de la consultation dans le discours de
Saint-Pierre inaugurant la législature 2018-2023
– création d'une commission de prospective

2019

Mars – avril 2019
ateliers

Juin – juillet 2019
sondage en ligne

2020

Octobre 2019
consultation des élèves
en lien avec le mois
de la participation

Novembre 2020
publication du deuxième
rapport par le Conseil d'Etat

De quoi rêvent les Genevois-es pour leur région? Quels sont leurs espoirs, leurs attentes et leurs préoccupations?

Le Conseil d'Etat genevois a souhaité le découvrir en organisant une grande consultation auprès de la population de la région au début de la législature 2018-23. Les personnes intéressées ont ainsi eu l'occasion de se prononcer sur une grande variété de thèmes sur la vie et le travail à Genève au moyen d'un questionnaire en ligne ouvert du 22 mai au 28 juillet 2019. Un formulaire de base portant sur les souhaits pour l'avenir était assorti d'un complément portant sur les conditions actuelles à Genève.

Afin de promouvoir la consultation, une large campagne de communication sur le terrain a été organisée dans plus de 30 lieux (universités, HUG, marchés, centres sportifs et culturels, etc.). L'information a également été relayée par les communes genevoises (exemplaires papier au guichet) et par les partenaires du canton (SIG, FER, CCIG, CERN, etc.).

Près de 5000 (4911) personnes ont répondu au questionnaire de base sur l'avenir, dont la moitié en 24 minutes ou moins. Un peu plus de 1200 (1235) personnes, soit environ 25% des répondant-e-s, ont répondu au questionnaire complémentaire

qui portait sur la situation actuelle. Ce second questionnaire représentait une durée supplémentaire de 15 minutes.

Le questionnaire était disponible aussi en anglais (3% des réponses). Selon qu'elles habitent ou travaillent à Genève, les personnes répondantes se concentrent sur les centres urbains plus densément peuplés, mais viennent aussi de l'ensemble des communes du canton, des districts proches dans le canton de Vaud, des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie en France, ainsi que des cantons de Fribourg, de Neuchâtel et du Valais. 90% habitent le canton de Genève, et 94% des personnes ayant une activité rémunérée travaillent dans le canton.

Il est à noter que la distribution des répondant-e-s entre les communes du canton de Genève est très proche de celle de la population selon les données officielles de l'office cantonal de la statistique (OCSTAT).

Promotion de la consultation Genève 2050

Certaines catégories se sont davantage exprimées dans la consultation que d'autres:

- Les personnes âgées de plus de 70 ans se sont moins manifestées que les plus jeunes.
- Le taux de réponse est plus élevé pour les universitaires et moins pour les formations obligatoires.

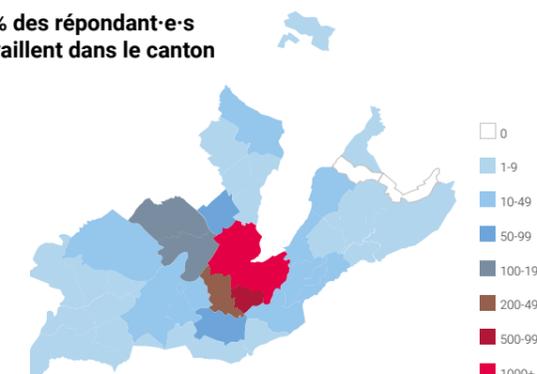
- Le personnel des organisations publiques est sur-représenté par rapport au secteur privé.

Une analyse complémentaire du profil des répondant-e-s menée par l'institut de sondage a permis de confirmer que la sur-représentation des employé-e-s du secteur public ne biaise pas les résultats de l'enquête. Comme la participation à la consultation était volontaire, les personnes y ayant pris part ne sont pas représentatives de l'ensemble de la population genevoise. C'est pourquoi dans notre analyse, nous avons systématiquement mesuré les différences selon le sexe, l'âge, la formation, l'activité professionnelle, etc.

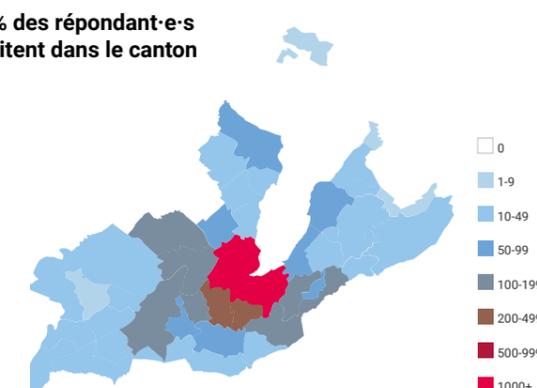
L'enthousiasme des personnes consultées se manifeste aussi dans les 15000 commentaires et suggestions qui ont été effectués. Nous en donnerons un aperçu dans la suite de ce rapport.

A la question sur leur sentiment d'appartenance, les personnes répondantes se définissent d'abord comme Suisses et Suissesses, Genevois et Genevoises et citoyens ou citoyennes de leur commune. Bien que présentes, les idées européennes, du « Grand Genève », ou encore l'invocation d'identités nationales autres sont moins affirmées. Somme toute, la population de la région genevoise se réfère aux communautés politiques traditionnelles.

94 % des répondant-e-s travaillent dans le canton



90 % des répondant-e-s habitent dans le canton



Promotion de la consultation Genève 2050



GENÈVE 2050 par Michèle Righetti



GENÈVE 2050 par Thierry Apothéloz



GENÈVE 2050 par Serge Dal Busco



Sondage en ligne GENÈVE 2050



GENÈVE 2050 par Nathalie Fontanet



GENÈVE 2050 par Antonio Hodgers

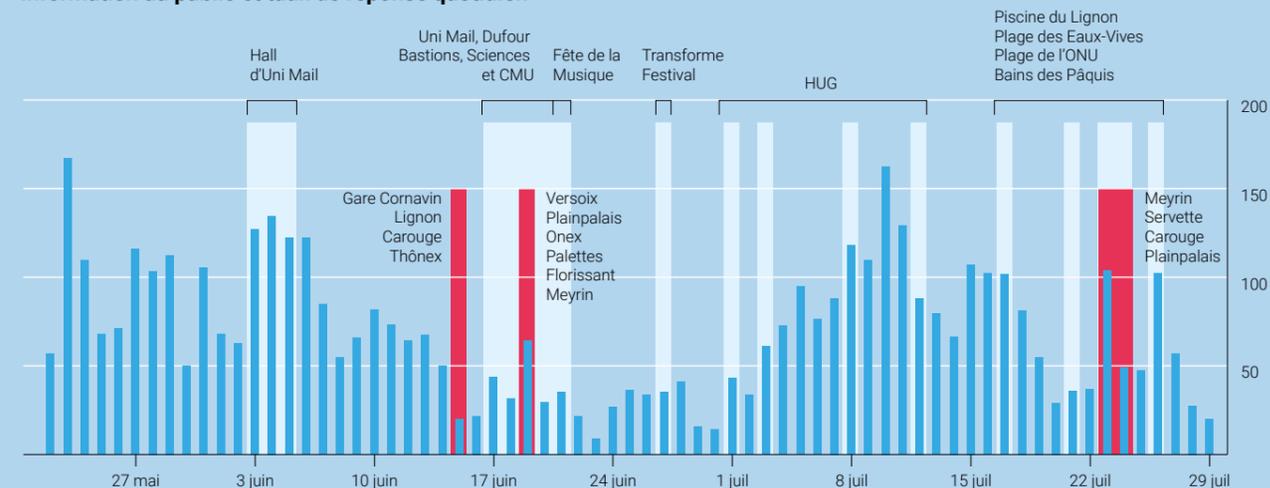


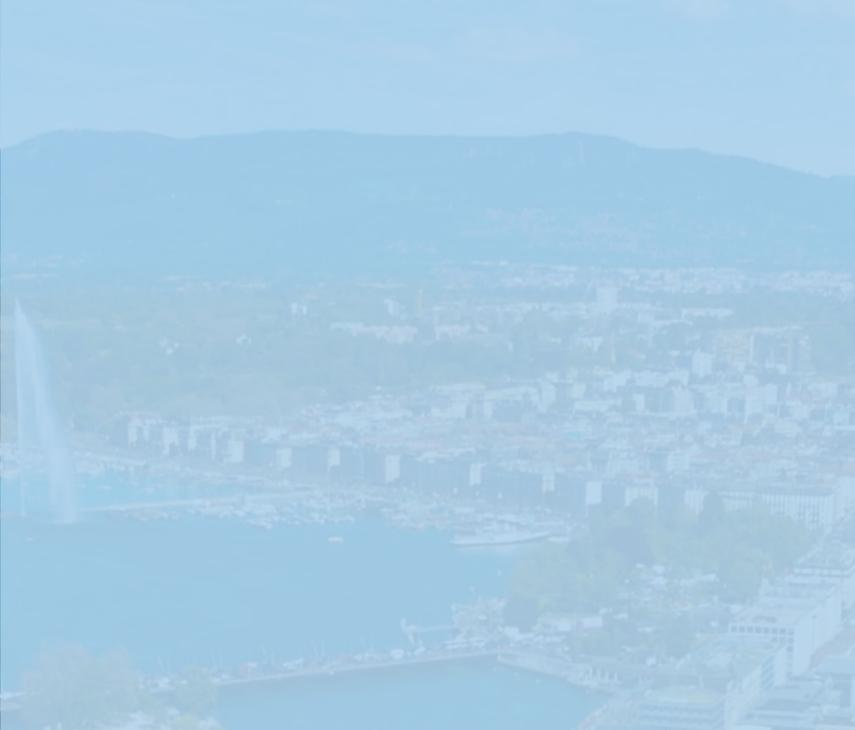
GENÈVE 2050 par Anne Emery-Torracinta



Ateliers et débats du 22 mars au 17 avril 2019

Information au public et taux de réponse quotidien





**ANALYSE DE
LA CONSULTATION:
LES PRINCIPAUX
THÈMES**



La majorité des personnes ayant participé à la consultation en ligne (85 %) sont satisfaites de la vie à Genève. Toutes populations confondues, elles relèvent 4 points à améliorer : la qualité de l'air et de l'eau (69 et 57%), les espaces verts (61 %), l'architecture et l'urbanisme (58 %), le niveau de stress et de bruit (55 et 57%). Par ailleurs, les nombreux commentaires libres dessinent une véritable ville du futur.

Différencier les besoins de chacun et chacune

La qualité de l'air est la préoccupation première pour toutes les personnes ayant complété le questionnaire. Mais pour les autres critères, des variations importantes existent selon les âges et les niveaux de formation. Ainsi, le souci accordé à l'architecture et à l'urbanisme augmente avec le niveau de formation, alors que les espaces verts et les possibilités de loisirs importants davantage pour les jeunes et les personnes moins formées. L'importance de la vie culturelle, des loisirs

et du sport diminue avec l'âge, tandis que la sensibilité au bruit augmente.

Intégrer la nature en ville

Les commentaires libres de ce premier chapitre dressent un portrait de la ville idéale. L'urbanisme actuel est perçu comme terne, à l'opposé de ce que devrait être une métropole internationale comme Genève : colorée, ambitieuse, festive. Le bétonnage, la densification du territoire et le grignotage de la campagne ne sont pas souhaités, au contraire. De nombreux exemples pointent vers une ville plus verte, qui intègre l'écologie à ses aménagements : construction d'écoquartiers, d'espaces de permacultures, végétalisation des immeubles, des toitures, des rues à l'aide de terrasses, bacs à fleurs, potagers urbains. Afin de limiter la montée de la chaleur en milieu urbain, les arbres doivent être privilégiés, pour créer des poumons de verdure. Une classe du cycle d'orientation imagine une grainothèque pour sensibiliser la population

aux thématiques environnementales. D'autres personnes demandent la construction de logements pour faire face à la pénurie.

La mauvaise qualité de l'air ressentie est principalement attribuée au trafic routier, qui devrait être réduit en favorisant la mobilité douce. Diverses solutions sont évoquées, telles que la mise en place de péages urbains, la distribution d'amendes aux véhicules polluants, une interdiction de certains véhicules lors de pics de pollution ou encore la gratuité des transports publics. Certaines personnes se préoccupent aussi de la qualité de l'eau en raison de l'impact des déchets plastiques ou des pesticides tels que le glyphosate.

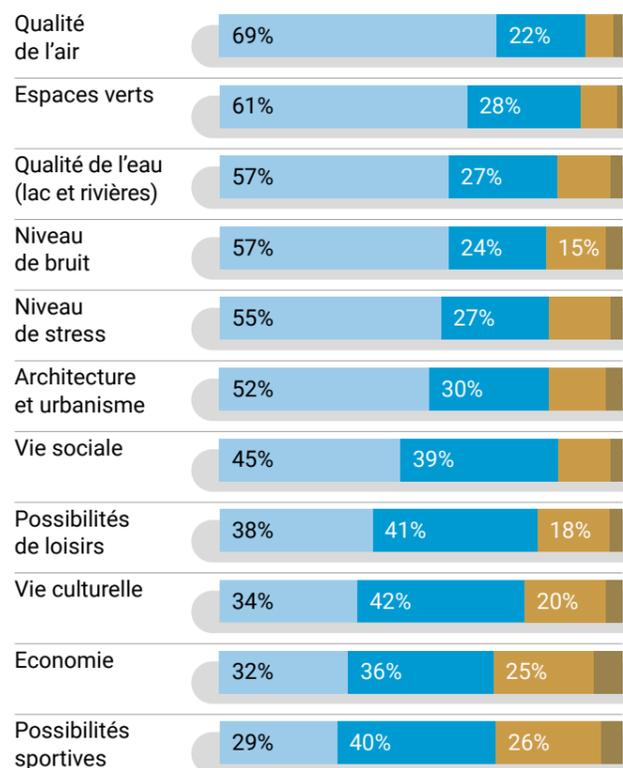
d'échanges entre toutes les générations et tous les milieux, par exemple entre Suisses et Suissesses et les personnes expatriées. La conciliation entre vie familiale et vie professionnelle devrait être facilitée par la mise en place d'un congé parental et l'augmentation de places en crèche. Une éducation de qualité est importante pour lutter contre toutes les formes de discrimination (racisme, sexisme, LGBTQIA+phobies, handicaps). Enfin, si le sport et la culture constituent aujourd'hui les points forts de la qualité de vie genevoise, ils devraient le rester : les personnes ayant répondu à la consultation souhaitent ainsi une culture accessible financièrement à tous et toutes et une programmation alternative susceptible d'intéresser toutes les catégories de la population.

Inclure toute la société

L'économie devrait viser une croissance qualitative en s'appuyant sur des critères sociaux, environnementaux, locaux. La vie sociale devrait être renforcée par la création d'espaces

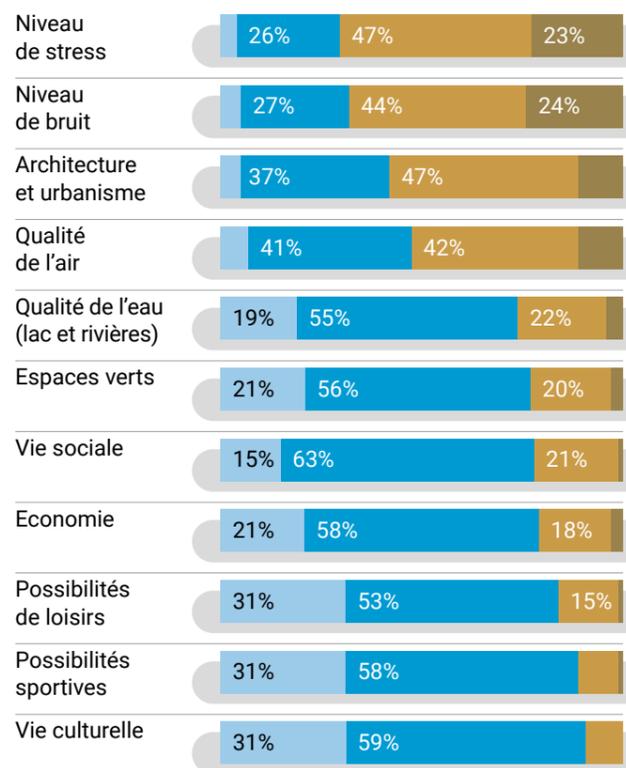
« La qualité de l'air est la préoccupation première »

A l'avenir, Genève doit-elle améliorer les points suivants pour offrir une meilleure qualité de vie ?



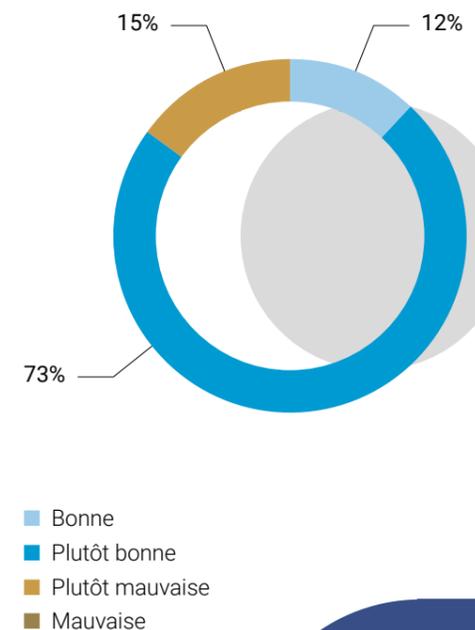
■ Oui ■ Plutôt oui ■ Plutôt non ■ Non

Comment jugez-vous la vie à Genève ?



■ Bonne ■ Plutôt bonne ■ Plutôt mauvaise ■ Mauvaise

Comment jugez-vous la vie à Genève ?



■ Bonne ■ Plutôt bonne ■ Plutôt mauvaise ■ Mauvaise

Quelles leçons tirer de la crise de la Covid-19 ?
Les enjeux liés à l'alimentation, aux filières courtes et à la valorisation des produits locaux recèlent un grand potentiel de changement au niveau territorial (+20% de consommation locale pendant la crise).

85% sont satisfait·e·s de la vie à Genève



C'est un chiffre qui marque: 75% des personnes ayant répondu à la consultation sont disposées à faire davantage d'efforts pour lutter contre les changements climatiques. Parmi les actions individuelles figurent les habitudes de consommation: abandon des objets jetables et préférence pour le local. Pour l'avenir, les répondant.e.s se déclarent contre le plastique à usage unique, pour l'imposition de normes contraignantes aux entreprises, pour une évolution des régimes alimentaires. Certain.e.s répondant.e.s estiment même que la décroissance est nécessaire.

Modifier les habitudes de consommation

L'atelier consacré à l'économie durable a rappelé qu'il existe trois possibilités pour réduire l'impact de l'être humain sur la planète: une diminution démographique, une diminution de la consommation ou une amélioration drastique des technologies. Ces solutions reviennent régulièrement dans les commentaires libres du questionnaire. Les personnes y ayant répondu évoquent leurs tentatives de diminuer les déchets ou de leur

trouver un nouvel usage, leurs attentes en matière de décisions étatiques et leur soutien à la production locale. Un exemple: « proposer des quotas de produits importés (pas de fraises en janvier car la saison arrive ici, mais en revanche, maintien des produits qui ne se cultivent pas chez nous) ». Les réponses ont révélé des écarts importants entre les générations pour ce thème en particulier. Les plus de 65 ans se déclarent moins enclins à modifier leur alimentation et à transiter vers les énergies renouvelables, alors que les moins de 30 ans, les femmes, les personnes avec enfants et les employé.e.s à temps partiel sont, en moyenne, prêts à fournir davantage d'efforts.

Former les nouvelles générations

Parmi les classes s'étant penchées sur ce thème, celles de l'école primaire souhaiteraient des cours sur le respect de la planète et une valorisation du bio dans leurs cantines, mais s'en remettent aussi aux technologies: compteur d'énergie dans les écoles pour prendre conscience de la consommation, panneaux solaires sur toutes les écoles. Au cycle d'orientation,

les solutions imaginées s'éloignent du quotidien des élèves pour devenir plus globales: diminution du plastique au profit de matériaux recyclés, mise en place de lois contraignantes, transports publics gratuits. Les classes du secondaire II demandent des énergies 100% renouvelables d'ici 2040 déjà, en reconnaissant qu'il s'agit avant tout de changer les mentalités: prendre l'habitude de rouler à vélo dès le plus jeune âge, interdire le centre-ville aux véhicules tout en disposant de parkings en périphérie. Et puis cette idée de loi: l'obligation de construire suffisamment de panneaux solaires pour demeurer en autonomie sur chaque bâtiment nouvellement construit. Ces classes concluent de manière intransigeante: « Pas de choix. Pas d'achat d'électricité autre que verte. Construire des éoliennes. Sauver les arbres! »

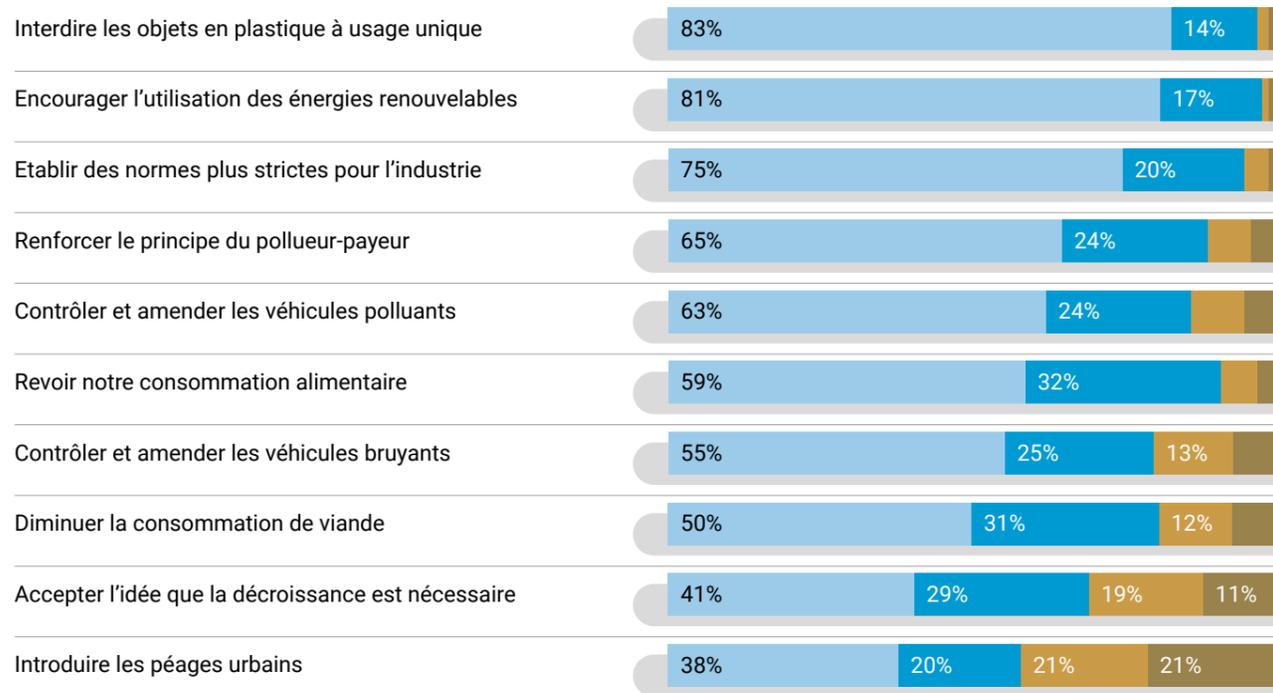
Anticiper les changements

La conférence de clôture des 13 ateliers a largement évoqué les liens entre question environnementale et pouvoir politique. Différentes personnes intervenues durant cet atelier

ont notamment souligné le rôle de l'Etat dans l'éducation publique. Selon certaines estimations, le climat genevois en 2050 sera semblable à celui qui prévaut actuellement à Lecce dans les Pouilles (Italie). C'est en considérant la biodiversité comme une infrastructure, au même titre que le réseau routier, que l'Etat pourra la protéger et accompagner ses mutations. Le changement climatique est global, imprévisible, souvent invisible, et il existe un décalage temporel entre l'action et ses conséquences. Il faut donc anticiper, faire des efforts alors que l'on ne ressent pas encore les dommages. Face à ces défis, certain.e.s répondant.e.s estiment que l'Etat doit faire appel aux scientifiques, qui possèdent les connaissances nécessaires pour définir des actions dans la durée.

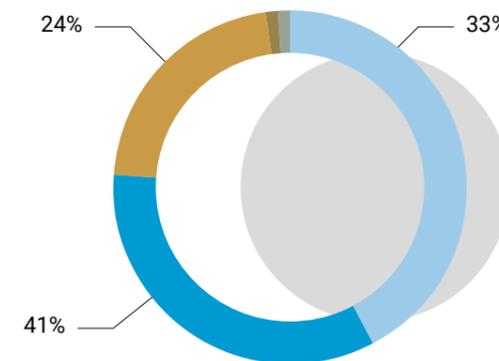
« Le climat genevois en 2050 sera semblable à celui des Pouilles en Italie »

A l'avenir, pensez-vous que les actions suivantes doivent être prioritaires ?



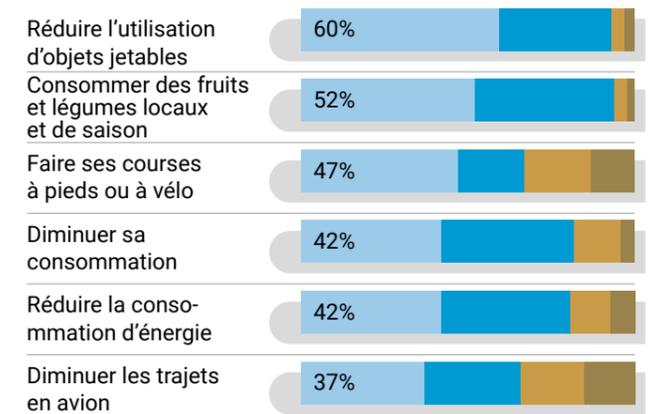
■ Oui ■ Plutôt non
■ Plutôt oui ■ Non

A l'avenir, ferez-vous davantage d'efforts pour lutter contre le changement climatique ?



■ Beaucoup plus d'effort
■ Plus d'effort
■ Le même effort qu'aujourd'hui
■ Moins d'effort
■ Beaucoup moins d'effort

Aujourd'hui, que faites-vous pour lutter contre le changement climatique ?



75%

des répondant.e.s sont disposé.e.s à faire davantage d'efforts pour le climat à l'avenir



Quelles leçons tirer de la crise de la Covid-19 ? La crise a bouleversé nos comportements (télétravail, consommation locale, immobilité, etc.), ce qui a entraîné une baisse du trafic automobile allant jusqu'à 87%. On observe des effets mesurables sur l'environnement et la qualité de l'air (-50% à 35% de dioxyde d'azote à Genève).



Plus de ville à la campagne et plus de campagne en ville

Sur les quatre propositions concernant l'aménagement du territoire, toutes rencontrent un accueil favorable. Les personnes ayant participé à la consultation souhaitent, dans l'ordre, plus de coopératives (89%), plus de terres agricoles préservées (88%), mais aussi une augmentation du nombre de personnes propriétaires de leur logement (72%) et du nombre de logements sociaux (65%).

Tenir compte de l'entre-deux

Les actions attendues de l'Etat vont dans le sens des quatre mesures proposées: coopératives, terres agricoles, accès à la propriété, logements sociaux. Le désir de logements mixtes est également mis en avant. Les commentaires libres évoquent souvent la place de la classe moyenne, trop riche pour bénéficier d'un logement social mais trop pauvre pour envisager la propriété. Une personne résume: «Les loyers libres restent bien trop chers à Genève. L'accès à des logements décents

et abordables (quel que soit le type de tendance) reste un point critique à améliorer à Genève.» La gestion du parc de logements est souvent critiquée, un plus grand contrôle de l'Etat sur les régies étant souhaité.

Rendre accessible à tous et toutes

L'accessibilité de tous les bâtiments, existants ou à construire, devrait également être améliorée. La consultation en ligne a mis en évidence la nécessité d'améliorer l'accès au monde du travail pour les personnes handicapées (83%), aux locaux (70%), aux transports (67%) et aux activités culturelles et sportives (63%), toutes mesures qui impliquent des aménagements adéquats. Les personnes ayant répondu au questionnaire se déclarent optimistes à cet égard, 76% d'entre elles estimant que l'accès des personnes à mobilité réduite sera meilleur dans le futur qu'il ne l'est actuellement.

Maîtriser la densification et les loyers

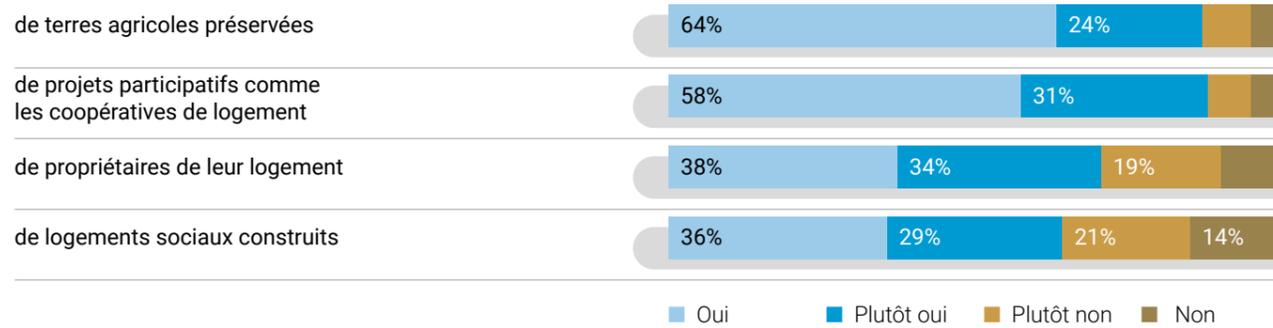
Une large part des commentaires évoque l'équilibre entre les espaces verts publics d'un côté, les zones construites ou à bâtir de l'autre. Les espaces de verdure constituent une forte demande et ne devraient en aucun cas diminuer dans cette équation. Leur proportion devrait au contraire être maintenue et si possible augmentée d'ici 2050. Une personne résume: «il ne faut pas étouffer le centre ville, il convient de construire de manière plus qualitative en respectant le patrimoine bâti et naturel.»

Des élèves du secondaire II ayant choisi de s'intéresser à la thématique de l'aménagement ont travaillé sur l'élévation des bâtiments, perçue comme un bon compromis entre l'expansion géographique de la ville et la préservation des espaces verts. Pour autant, toute élévation devrait respecter la mixité et l'architecture déjà existante. Selon ces mêmes élèves, l'Etat

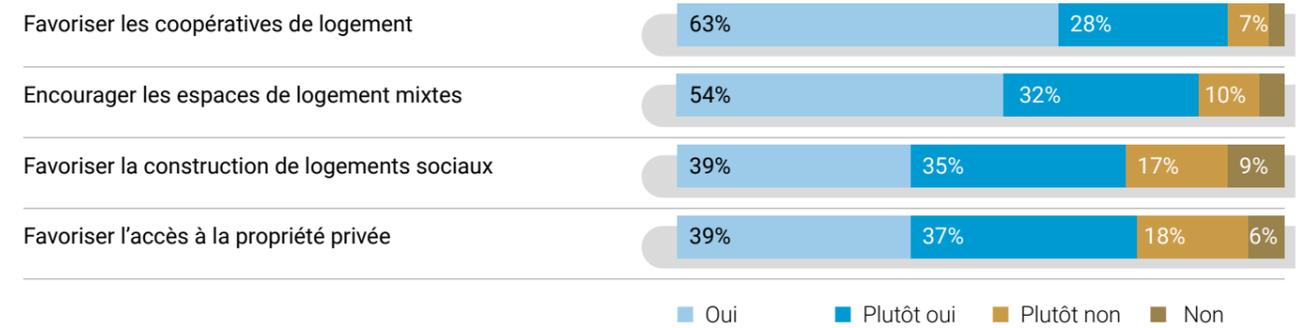
devrait également contrôler que les régies ne puissent louer des biens immobiliers à un prix trop élevé (défini comme, au maximum, deux fois la valeur du bien) et prélever 2% de chaque bénéfice pour financer d'autres élévations. Les projets immobiliers privés à forte valeur écologique seraient, quant à eux, récompensés par une prime. La perspective de construction de nouveaux quartiers est source d'appréhension chez une partie des répondant-e-s.

« Vers un équilibre entre espaces verts et habitations »

A l'avenir, pensez-vous qu'il faudrait augmenter le nombre... ?



A l'avenir, Genève doit-elle améliorer les points suivants pour offrir une meilleure qualité de vie ?



Quelles leçons tirer de la crise de la Covid-19 ?
Le confinement a montré l'importance des espaces ouverts et flexibles pour concilier vie familiale et privée. La population exprime une sensibilité accrue sur l'importance de son environnement général (habitat, qualité des espaces publics et espaces verts).

89%

sont pour plus de coopératives de logement



Une mobilisation pour une nouvelle mobilité ?

Les personnes ayant répondu à la consultation étaient interrogées sur le mode de transport utilisé pour se rendre au travail et sur la satisfaction qui y était liée. Ce sont les cyclistes qui sont les plus satisfaits (75%), suivis des piétons (69%) et des personnes qui se déplacent en transports publics (61%). Les automobilistes ne sont que 42% à apprécier leurs déplacements quotidiens.

Développer la multimodalité

Les personnes consultées se déplacent de manière multimodale : marche à pied (92%), transports publics (85%), train (71%) ou automobile (70%) sont les moyens les plus cités. Pour le travail, elles utilisent aussi le vélo (14%) ou le vélo électrique (7%); pour les loisirs, il y a aussi l'avion (75%). A moyen et long terme, l'enjeu sera de renforcer les modes alternatifs à la voiture en lien avec les objectifs de neutralité carbone.

Encourager les transports publics

La mise en service du Léman Express suscite de grandes attentes, cette infrastructure desservant plus de 80% des

habitant·e·s et des emplois du canton. Plus de 60% des personnes ayant répondu à la consultation envisageaient déjà de l'utiliser (85% pour les loisirs, 52% pour le travail).

Pour renforcer la coordination entre l'offre ferroviaire et l'urbanisation, les personnes interrogées sont surtout sensibles au temps de trajet et à la densification de l'offre, dans une moindre mesure au rabattement sur les gares et une augmentation des services en gare. L'attractivité des transports publics est déterminée surtout par le trajet le plus direct possible, par les tarifs et par la fréquence.

Sécuriser la pratique du vélo

Un second atelier a porté sur l'utilisation du vélo, en faisant émerger deux problématiques prioritaires : l'aménagement (des points sensibles tels que les carrefours, de pistes cyclables continues) et la formation (cours pour débutant·e·s de tous les âges, sensibilisation entre les différents modes de transport). Les réponses au questionnaire sont venues confirmer ces propositions, puisque 87% des personnes déclarent

que des aménagements cyclables sécurisés les encourageraient à utiliser le vélo, suivies par des garages sécurisés à proximité des lieux de travail. Les commentaires spontanés sont venus compléter ces affirmations : si les gens ne font pas de vélo, c'est souvent parce qu'ils ont peur pour leur sécurité ou parce qu'ils se sont fait voler ou endommager un vélo garé à l'extérieur par le passé.

Les commentaires citent l'exemple de villes pionnières en matière de mobilité douce (par exemple Copenhague, Amsterdam, etc.) et mentionnent toutes sortes d'idées à court terme : distribution de casques de vélo et espaces de réparations gratuits disséminés dans le canton notamment.

Imaginer et fluidifier

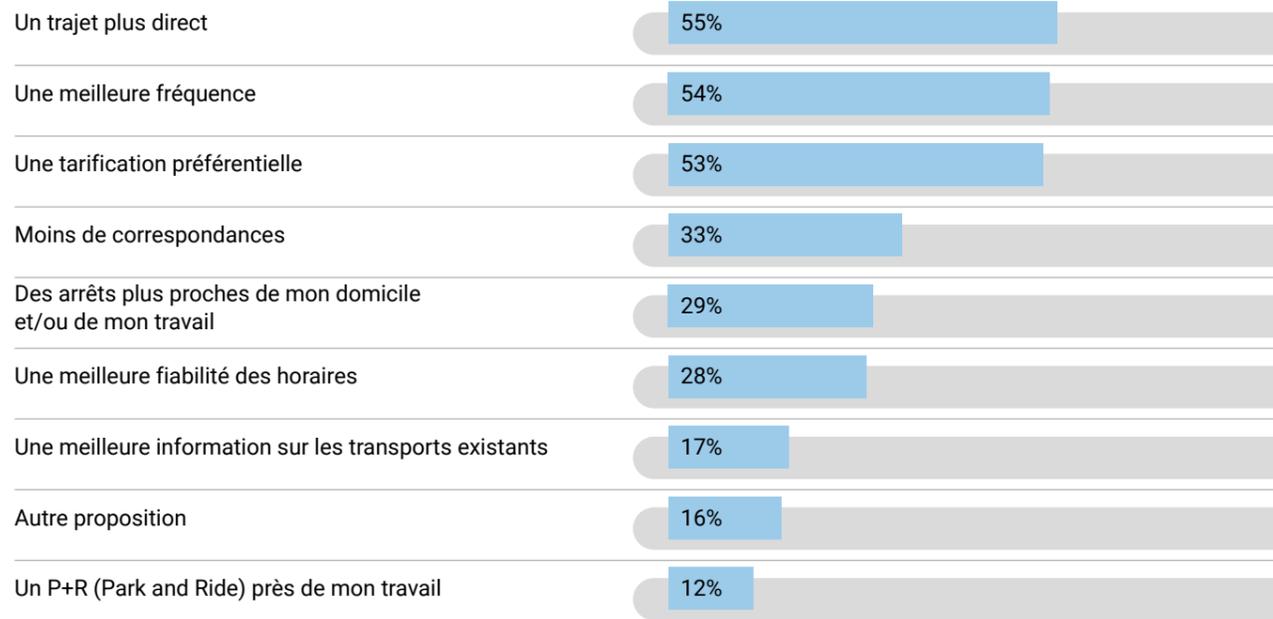
A long terme, il est cependant rappelé que les véhicules électriques ne représentent qu'une solution transitoire (batteries polluantes nécessitant elles aussi d'être rechargées) et qu'il faudrait, de manière générale, anticiper l'évolution des modes de transport : développement de véhicules autonomes, moteur

à hydrogène, généralisation des vélos-cargos nécessitant des pistes cyclables plus larges. En complément, de nouvelles pratiques notamment liées au télétravail modifieront nos besoins.

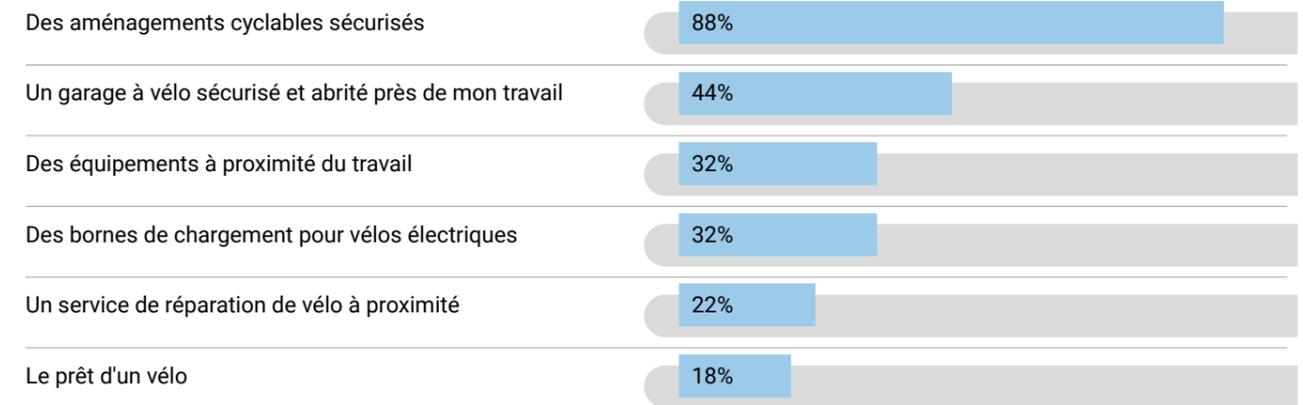
L'utilisation de la technologie pour développer les transports a surtout été évoquée par les classes du cycle d'orientation, qui ont imaginé tyroliennes et métros dans un contexte d'expansion des transports publics. L'intelligence artificielle serait mise au service d'une fluidification du trafic et d'une amélioration du confort. Mais comme chez la majorité des personnes plus âgées, c'est avant tout de la verdure à la place des routes que ces classes souhaitent. Et de la vie : des commerces à chaque coin de rue pour favoriser la marche à pied.

« Vers une mobilité multimodale respectueuse de l'environnement »

Quelles propositions vous encourageraient à emprunter davantage les transports publics ?



Quelles propositions vous encourageraient à utiliser davantage le vélo ?



Quelles leçons tirer de la crise de la Covid-19 ?
Les autorités ont mis en œuvre rapidement des aménagements spécifiques afin de favoriser les pratiques du vélo (+22% de cyclistes, +42% de prêts de vélos) et de la marche à pied. La situation d'urgence sanitaire a permis d'accélérer les procédures. Le télétravail permet aussi une réorganisation des flux pendulaires.

87%

des personnes consultées feraient davantage de vélo s'il y avait des aménagements sécurisés



La majorité des personnes répondantes (84%) pense que les progrès de la médecine permettront d'améliorer leur santé, mais seule une personne sur deux considère que cela se fera sans distinction de revenu.

Identifier les facteurs de risque

83% des personnes ayant répondu au questionnaire considèrent que c'est avant tout l'environnement qui influencera leur santé dans le futur. Or, la médecine actuelle n'estime ce chiffre qu'à 20%! Il existe ainsi une différence entre la perception de sa propre santé et sa santé réelle, qui est surtout influencée par des facteurs personnels et sociaux (40-50%) tels que le réseau de soutien, le niveau socio-économique et le comportement d'une personne.

Changer l'image du vieillissement

Les défis posés par le vieillissement de la population sont nombreux, et ont fait l'objet d'un atelier spécifique. Diverses mesures peuvent réduire les risques d'isolement en développant le tissu social: mise en place de « conseils d'ancien-ne-s »

et logements intergénérationnels (plus de 50% des personnes interrogées s'y déclarent favorables). Favoriser la mobilité est par ailleurs essentiel, puisqu'une meilleure mobilité augmente le taux d'activité et donc les interactions sociales. Dans un commentaire spontané, un-e répondant-e décrit un lieu mixte: « mettre ensemble crèche, EMS ou appartement protégé, espace vert, potager, animaux familiers ou basse-cour, etc. » De manière générale, il s'agit de renverser à la fois l'image du vieillissement et de la dépendance qui y est liée.

Soutenir les proches aidants

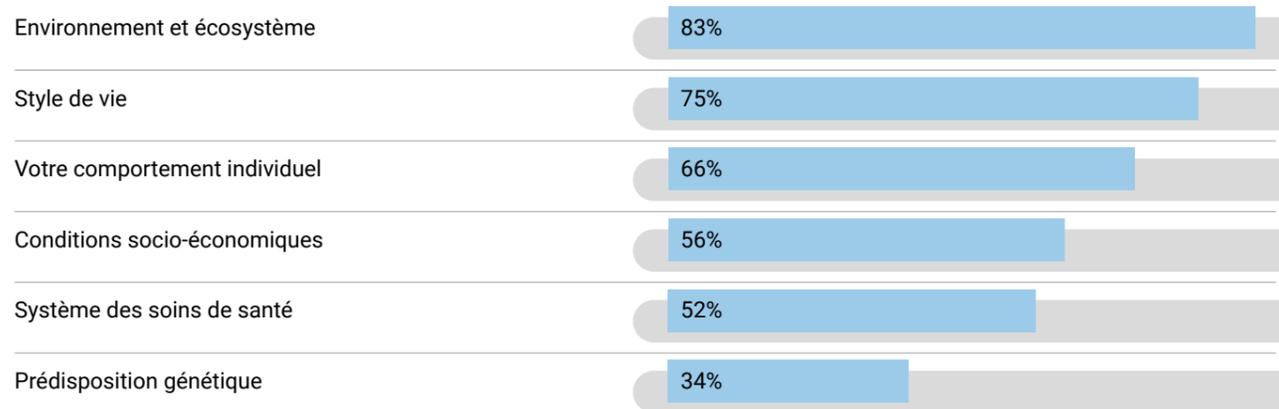
Les réponses à la consultation font émerger la solidarité, plus de 7 personnes sur 10 estimant que les aides financières devraient être partagées équitablement entre jeunes et seniors. Pour ces derniers, 65% des personnes estiment que les frais d'EMS devraient être pris en charge essentiellement ou partiellement par l'Etat, idem pour les aides financières (58%), qui devraient néanmoins tenir compte du revenu (92%) et du patrimoine (72%) de la personne aidée, mais pas de ceux de l'entourage (23%). En ce qui concerne les jeunes, un-e

répondant-e relève que l'aide « doit être absolument accompagnée par un programme d'intégration au travail si la personne est en rupture sociale. »

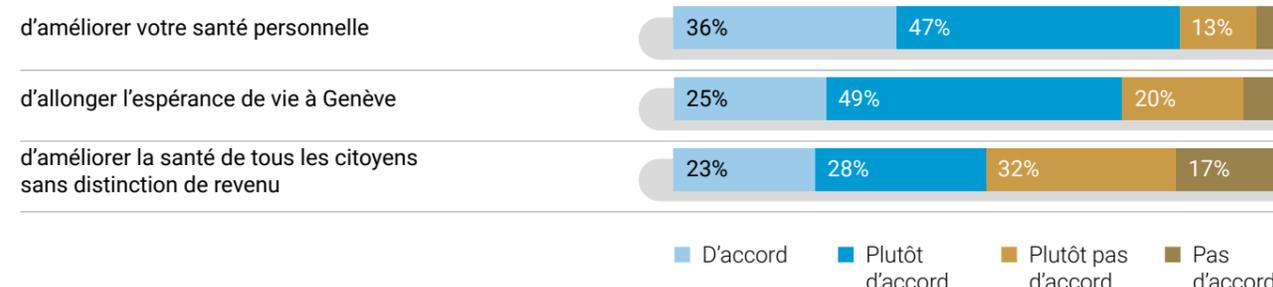
La question de la rémunération des personnes qui s'occupent d'un-e proche âgé-e ou invalide est l'objet de nombreux commentaires, 81% des répondant.e.s estimant que ces personnes devraient recevoir une compensation financière. L'idée d'un revenu universel de base n'est pas loin, et pourrait, selon les termes d'un.e répondant.e « encourager le bénévolat de proximité, reconnaître le rôle d'homme ou de femme au foyer, et aider les défavorisés ». Les commentaires évoquent enfin une assurance maladie publique et gratuite, ou au pourcentage du salaire, qui permettrait de donner la même valeur à la santé de chacun et chacune.

« Les défis posés par le vieillissement sont nombreux »

Quels sont pour vous les principaux facteurs qui influenceront votre santé dans le futur ?



Pensez-vous que les progrès de la médecine vont permettre dans le futur... ?



Quelles leçons tirer de la crise de la Covid-19 ?

La crise a prouvé la résilience du système de santé tout en mettant en lumière des secteurs vulnérables: isolement social des seniors, fragilisation des professions ne pouvant télétravailler ou à risque de pauvreté pour l'accès aux ressources de base (alimentation, logement, soins). Les différents plans de solidarité ont été rapidement renforcés.

83%

estiment que l'environnement est le facteur principal déterminant leur santé



Il est largement reconnu que Genève doit s'adapter aux changements technologiques qui transforment les sphères publiques, privées et professionnelles. Plus de 80% des personnes ayant répondu à la consultation souhaitent davantage participer à la vie publique en ligne (démarches administratives, consultation citoyenne et dans une moindre mesure vote). La confiance concernant l'amélioration qu'apportera la technologie pour la santé et le bien-être est contrastée.

Cibler l'utilisation de l'IA

Une personne sur deux estime que l'intelligence artificielle représente une menace, en particulier pour l'emploi. Cette crainte est même formulée par les plus jeunes, dès l'école primaire: l'humain doit garder le dessus sur la machine. Une autre personne tempère: «De nombreux emplois seront impactés, mais cela ne signifie pas que d'autres emplois ne

seront pas créés.» Pour l'autre moitié des répondant-e-s en effet, l'IA est avant tout un atout, notamment pour le bien-être et pour la santé, rejoignant en cela l'opinion des élèves plus âgé-e-s et plus optimistes: l'IA bien employée doit permettre de se débarrasser des tâches ingrates pour consacrer plus de temps à autrui.

Développer les services publics en ligne

Les questions portant sur l'administration en ligne donnent des résultats plus nets: 9 personnes sur 10 consultent les sites étatiques ou communaux, et une large majorité souhaiterait davantage de services publics en ligne (83% pour des démarches administratives, 82% pour des prestations publiques, 81% pour des consultations citoyennes). Les commentaires spontanés ont permis de fournir des exemples des prestations attendues (inscriptions scolaires, services de garde d'enfant, cantines scolaires, service des autos) ainsi

que d'actions propres à certains publics (inclusion des personnes âgées, prévention contre les réseaux sociaux dans le cadre scolaire, d'ailleurs souhaitée par les élèves eux-mêmes). Notons cependant que la protection des données personnelles est associée par toutes les tranches de la population, toutes générations confondues, à des craintes qu'il convient de prendre au sérieux: plus de 80% des personnes ne seraient pas prêtes à céder leurs données contre un service gratuit.

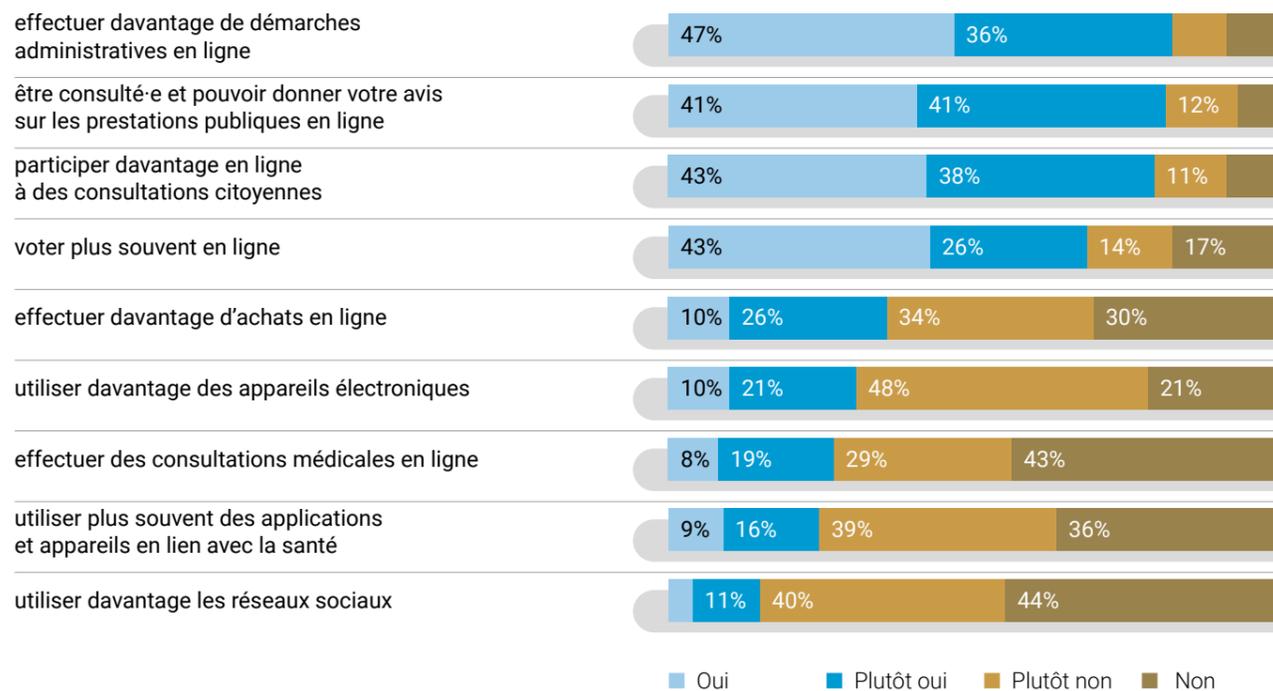
Se passer de technologie

Malgré leur coût énergétique important, les technologies sont également vues, notamment par les élèves, comme une manière de «changer le monde». Elles devraient ainsi permettre de rapprocher les gens (à l'aide de lunettes virtuelles), de développer son savoir ou sa créativité (cours en ligne) et de lutter contre les changements climatiques. Une classe du secondaire II a même proposé un système de centrales

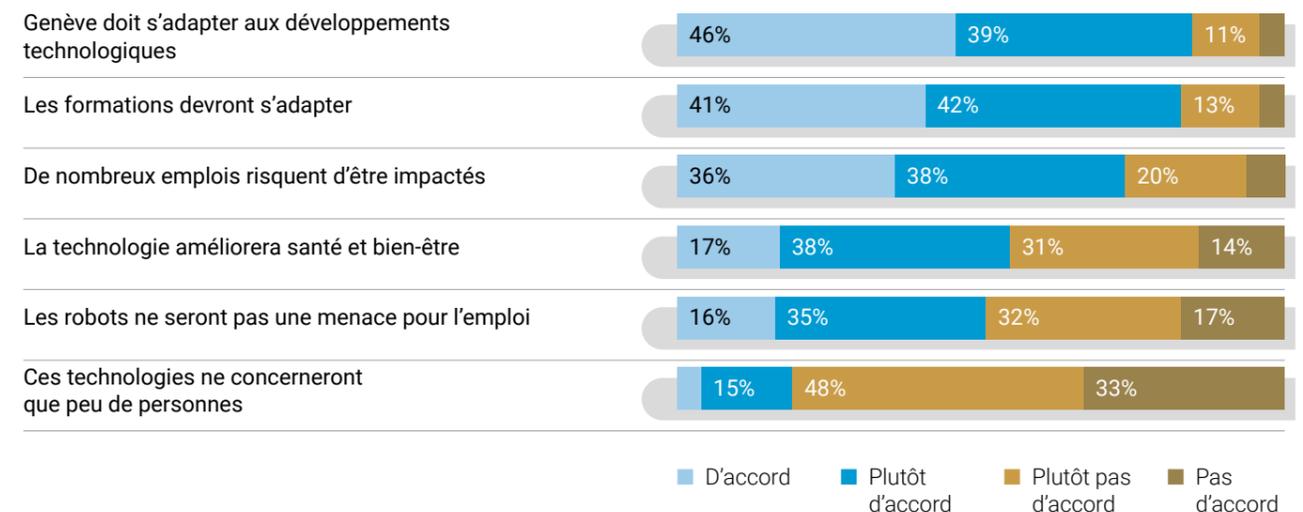
photovoltaïques intégrées dans les trottoirs pour récupérer l'énergie lumineuse des éclairages publics et privés afin de la transformer en électricité. Des technologies à orienter donc sur leur utilité, plutôt que dans une logique de gadgets. A moins de revenir au low-tech, comme le suggèrent les classes de l'école primaire, un ensemble de technologies qui s'opposent au high-tech par leur côté simple et économique.

«L'humain doit garder le dessus sur la machine»

Digitalisation: à l'avenir, voudriez-vous... ?



Le défi des technologies de l'information et de l'intelligence artificielle

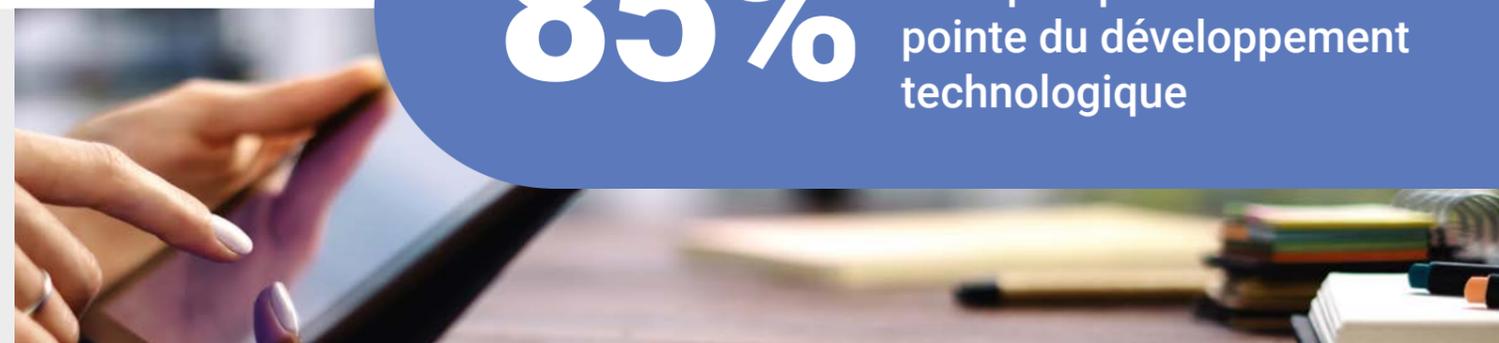


Quelles leçons tirer de la crise de la Covid-19 ?

La crise a mis en relief la nécessité des services numériques pour tous les secteurs de la société. Le numérique a permis de sauvegarder une partie de l'économie et de faire face à des besoins de première nécessité. Cependant, son empreinte écologique n'en demeure pas moins croissante et les objectifs de sobriété énergétique cruciaux.

85%

pensent que Genève doit s'adapter pour rester à la pointe du développement technologique



Huit personnes ayant répondu à la consultation sur dix sont satisfaites de leur emploi actuel, ainsi que des horaires et des outils dont elles disposent. Plus d'une personne sur 4 considère toutefois ne pas bénéficier d'un accompagnement adéquat, et plus d'une sur 3 est insatisfaite de l'équilibre entre sa vie privée et sa vie professionnelle. Le télétravail est à la fois perçu comme une opportunité et une menace pour cet équilibre.

Réglementer le télétravail

La flexibilité au travail ne s'applique pas à tous les métiers: 75% des personnes souhaiteraient davantage de souplesse dans leurs horaires mais 40% ne le peuvent tout simplement pas, idem pour le télétravail. Les commentaires spontanés ont fourni des exemples de métiers (social, médecine, musique) dans lesquels l'échange humain est central et le télétravail inenvisageable. D'autres commentaires soulignent l'importance des relations personnelles dans la vie professionnelle,

même quand on pourrait travailler depuis chez soi. Enfin, de nombreuses personnes redoutent l'impact négatif du télétravail sur leur vie privée, relevant qu'une généralisation de ces pratiques devrait être accompagnée d'une législation adéquate. Un commentaire l'explique: « Le droit à la déconnexion hors horaires de travail doit être reconnu officiellement. » De manière générale, une majorité estime que ni la législation (61%), ni la prévention en matière de santé (62%), ni la protection contre le chômage (66%), ne sont adaptées aux évolutions du monde du travail.

Changer la vision même du travail

Alors que le questionnaire portait essentiellement sur la flexibilité au travail, les classes du secondaire II qui ont travaillé sur ce thème ont abordé deux autres notions: le revenu de base et l'horizontalisation des rapports de travail. Dans le premier cas, le travail n'est plus vu comme un moyen de gagner sa vie, détaché du plaisir et de l'accomplissement personnel.

Un revenu de base ne signifierait pas ne pas travailler mais sélectionner des activités qui permettraient de se consacrer à autrui ou de s'accomplir personnellement, la technologie permettant par ailleurs de se défaire d'un certain nombre de tâches ingrates. La seconde tendance semble une évidence pour les nouvelles générations, qui peuvent contacter qui elles veulent quand elles veulent. La hiérarchie n'existe plus. Le futur qu'elles imaginent n'est pas fait d'employé-e-s mais de consultant-e-s et d'entrepreneur-euse-s!

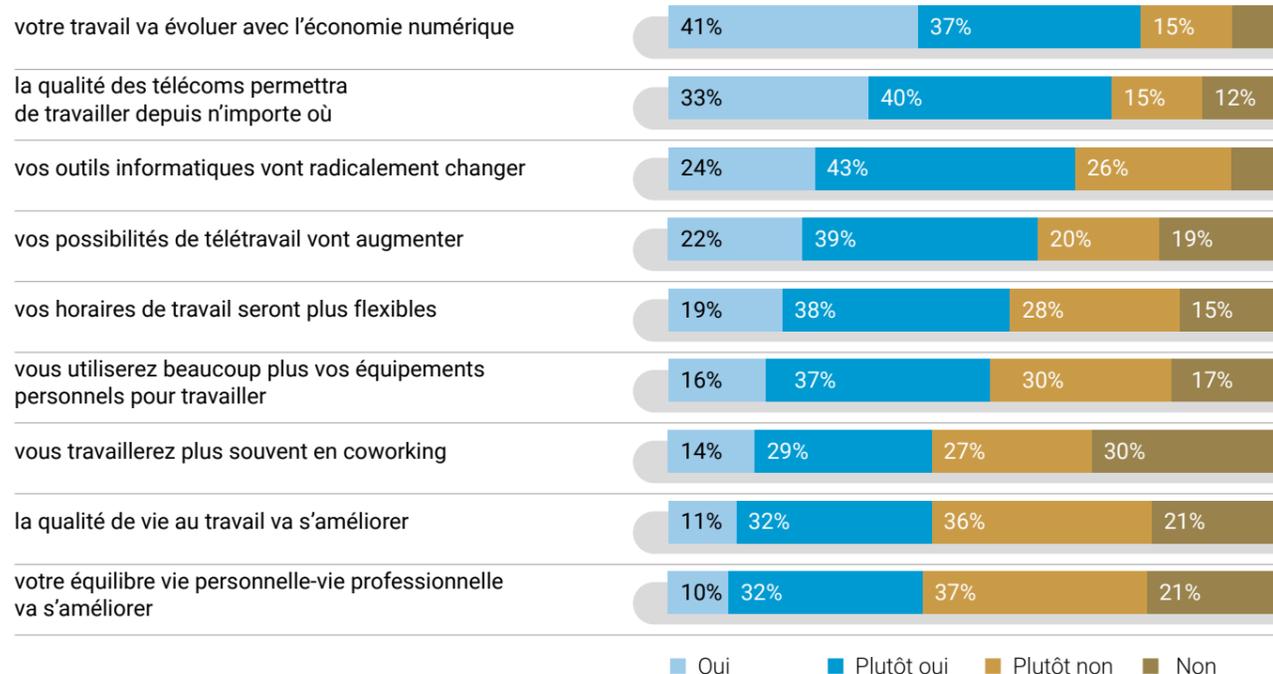
Anticiper les besoins

L'atelier consacré aux métiers de demain donne raison à ces classes. D'ici 2030, on estime qu'un-e jeune sur deux aura créé son propre emploi et qu'on se réorientera professionnellement en moyenne 7 fois au cours d'une vie. Les compétences exportables à d'autres domaines seront les plus demandées, tout comme l'analyse systémique, qui demande une interaction avec autrui pour cerner un problème. Si les machines

nous dépassent déjà en terme d'intelligence logique, elles ne sont pas prêtes de le faire en terme d'intelligence interpersonnelle, ce qui devrait rassurer les 70% de répondant-e-s qui craignent que leur métier n'évolue ou ne disparaisse suite au développement du numérique. L'atelier a montré que les métiers de demain se construiront d'abord sur les tendances d'aujourd'hui, d'où la nécessité d'anticiper les changements et de proposer des formations continues adaptées. Un exemple parmi d'autres: celui des camions à hydrogène, qui, s'ils se généralisent, ne demandent pas du tout les mêmes compétences que celles qui sont enseignées aujourd'hui aux apprenti-e-s. De mécanicien-ne, on deviendra électronicien-ne, à condition que cette mutation soit anticipée.

« **Le télétravail, oui mais ?** »

A l'avenir, pensez-vous que... ?



Plus de 95 % des personnes ayant répondu à la consultation pensent que toute personne devrait être formée tout au long de sa vie : voilà une affirmation forte, qui passe notamment par le développement de formations continues. Quant à l'école publique, elle est considérée de bonne qualité par les trois quarts des répondant-e-s, qui précisent toutefois que des transformations sont nécessaires.

Redéfinir les matières scolaires

Les personnes participant à la consultation souhaitent une école du futur davantage axée sur les savoir-faire (90%) et adaptée à chaque élève (72%), même si ces deux souhaits diminuent avec le degré de formation. L'école devrait aussi inclure les nouvelles technologies (85%), tant comme outils d'enseignement que comme discipline enseignée. Les commentaires libres mentionnent des notions comme le savoir-être, la solidarité, la communication non-violente, demandant à s'inspirer des systèmes éducatifs nordiques (Danemark, Finlande) ou des méthodes privées (Montessori, Steiner). Cela

revient à définir ce que l'atelier sur les métiers du futur a appelé des « invariants » : l'école de demain n'aura sans doute plus besoin de cours de traitement de texte, mais peut-être d'intelligence émotionnelle ! Un-e répondant-e développe : « L'école de demain devrait enseigner l'esprit critique, le décodage des médias et du marketing, mais également la psychologie et la communication, de manière à rendre la jeunesse de demain moins sensible au consumérisme et plus apte à exprimer clairement ses opinions, objections et affinités. »

Assouplir la structure

Moins de 10% des personnes ayant répondu à la consultation considèrent l'école à distance comme une bonne idée. A l'école primaire et au cycle, on imagine un horaire à la carte, en fonction des résultats, pour favoriser le sport, la culture, la créativité. Au secondaire II, on souhaiterait être formé-e jusqu'à 20 ans, mais avec un horaire allégé et des cours disponibles en ligne. Selon les filières, on imagine aussi un partenariat avec des entreprises, permettant une application concrète

des apprentissages, et un système de mentorat avec des élèves plus âgé-e-s. Si les options sont majoritairement les bienvenues, plus on avance en âge, plus les choix de filière peuvent être ressentis comme étant stigmatisants.

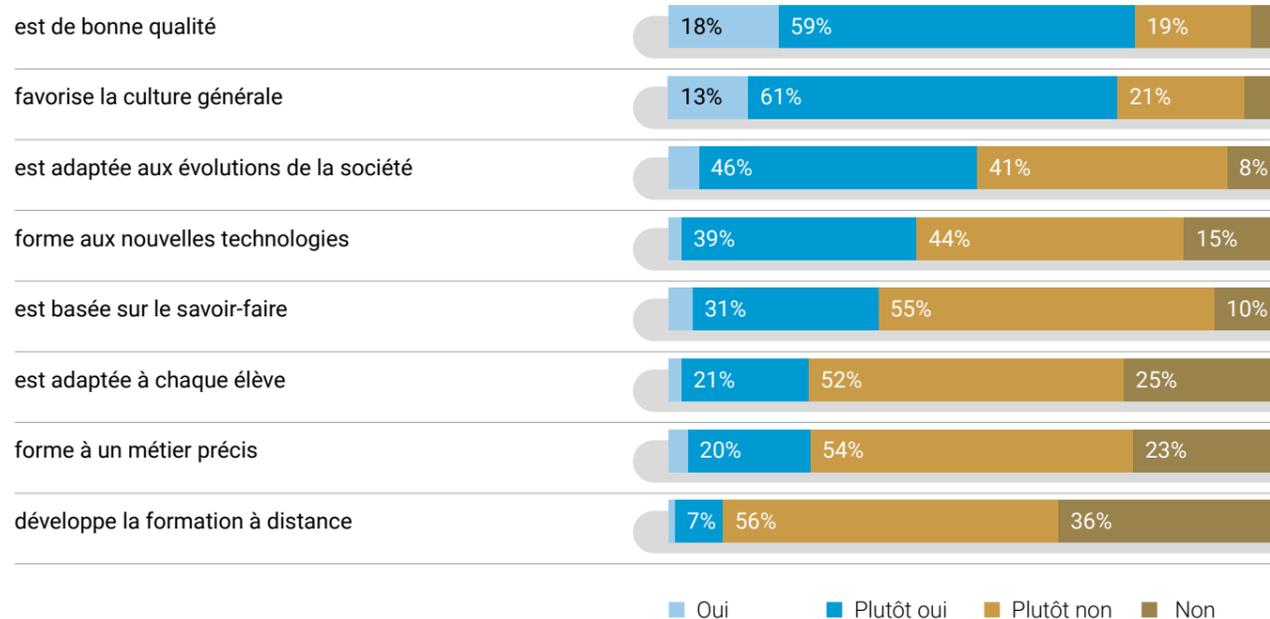
Les élèves du cycle ont relevé que le numérique permet surtout de s'adapter au rythme de chacun-e. Ce constat complète le résultat de l'atelier intitulé « l'école sans les murs », qui a mis en lumière deux transformations. La première est la métamorphose de la relation entre enseignant-e et élève, puisque l'élève peut désormais facilement accéder à d'autres sources de savoir. La seconde en découle : l'enseignant-e propose des formations ciblées en fonction du niveau de l'élève, la technologie permettant à l'élève d'avancer et à l'enseignant-e de repenser ses modalités d'enseignement. Les conséquences sont claires : la formation des enseignant-e-s doit être adaptée, et les plans d'études assouplis.

Généraliser la formation continue

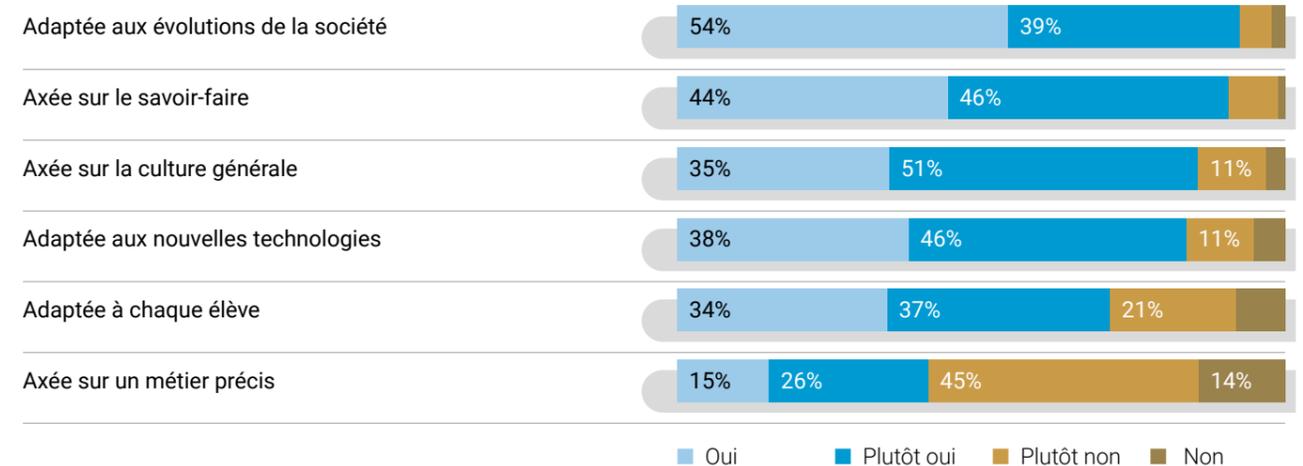
Mais la formation ne s'arrête pas là, 7 personnes sur 10 affirmant qu'elles souhaiteraient suivre davantage de formations continues. Cette notion de *lifelong learning*, selon les termes du Bureau international du travail, doit être accompagnée de soutien financier et de facilités de reconversion, dont la responsabilité, comme le suggère un commentaire, doit être partagée : « Formation continue obligatoire financée par les employeurs. Il n'est pas normal que l'assurance chômage assure l'essentiel de cette tâche. Les personnes en poste doivent aussi pouvoir se former. »

« Adapter la formation des enseignants »

Selon vous, l'école publique aujourd'hui...



Que souhaitez-vous comme école à l'avenir ?



Quelles leçons tirer de la crise de la Covid-19 ?

L'école à distance s'est avérée très hétérogène, notamment au niveau de la durée de travail scolaire hebdomadaire des élèves. Cette hétérogénéité traduit le cumul d'inégalités des conditions de vie des élèves et familles, d'accès aux enseignements à distance et donc des conditions d'apprentissage.

95%

pensent que toute personne devrait être formée tout au long de sa vie



Regarder vers les nouveaux facteurs de croissance

La majorité des personnes ayant répondu à la consultation souhaite donner de Genève l'image d'une économie durable, diversifiée, innovante et basée sur le savoir-faire local. Des différences entre les genres et les générations structurent toutefois ces résultats. Les femmes mettent davantage l'accent sur le durable et le local, alors que l'innovation prime surtout pour les hommes. Les jeunes favorisent largement la durabilité.

Définir l'attractivité économique

Parmi les huit mesures proposées pour renforcer l'attractivité économique du canton, toutes remportent une majorité positive. Arrivent en tête l'émergence de talents (92%), le renforcement des pôles d'innovation (90%) et des infrastructures (85%), alors que le maintien d'un niveau de vie élevé semble moins déterminant (75%). La mesure la moins populaire est le développement d'un revenu de base, même si elle remporte quand même plus de 60% de soutien et revient fréquemment dans les commentaires. Il existe cependant des différences

considérables entre les situations : les femmes, les personnes plus jeunes ou moins formées et les parents seuls accordent davantage d'importance à la stabilité de l'emploi et aux prestations sociales.

Agir pour une économie durable

La question du maintien du niveau de vie rejoint un débat central, qui a traversé l'atelier intitulé «Economie et finance durables». Pour certaines personnes, la finance durable est un oxymore. Pour d'autres, tout domaine, y compris l'économie, doit désormais prendre en compte la durabilité. Il semblerait que les personnes ayant répondu au questionnaire se rangent de ce côté, et soient prêtes à entreprendre un certain nombre d'actions : favoriser les produits ou services durables (92%), demander aux banques des solutions d'investissement durables (78%). Les femmes sont à nouveau les plus prêtes à agir en ce sens, rejointes cette fois par les universitaires et les 30-45 ans.

Mais pour mesurer la capacité d'une économie à se développer durablement, encore faut-il identifier ce qui fait la durabilité. Le Canton de Genève surveille le taux et le nombre total d'emplois sur le territoire, une situation économique saine étant notamment définie par le nombre de personnes qui contribuent à l'économie. Des études sont en cours pour identifier d'autres facteurs de durabilité, se fondant notamment sur les 17 objectifs de développement durable définis par l'ONU.

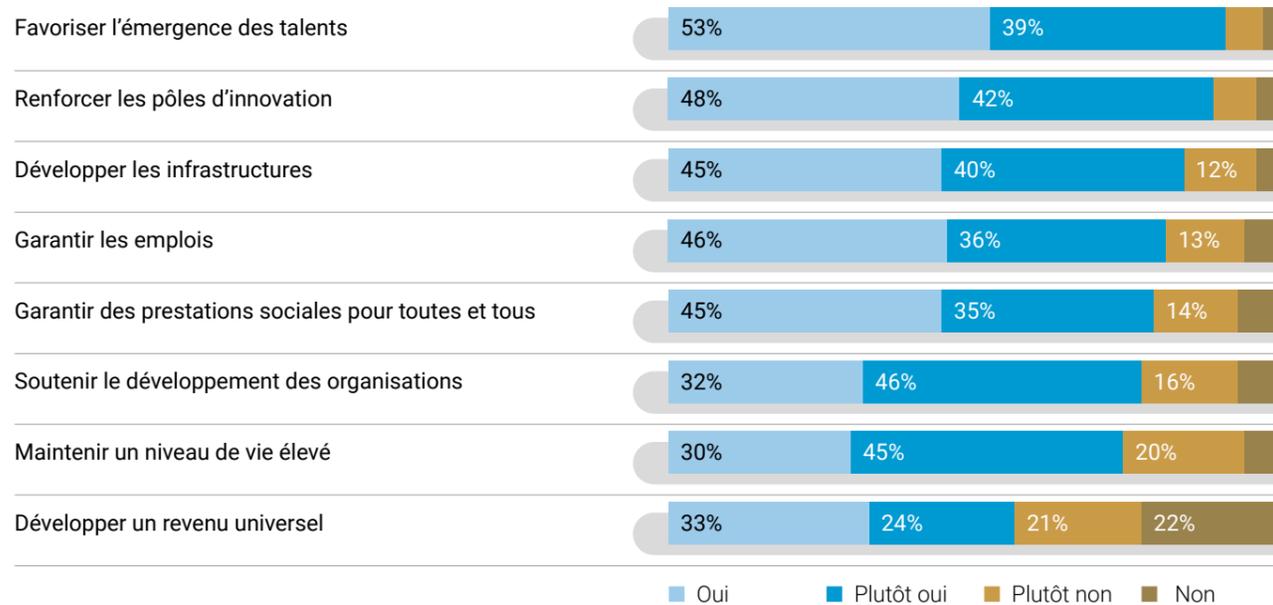
Favoriser le circuit local

Les commentaires spontanés ont permis de soumettre d'autres idées, telles que l'obligation pour les entreprises dégageant d'importants bénéfices de réinvestir dans l'économie locale. Les classes du secondaire II se sont également exprimées à ce sujet, se prononçant contre les forfaits d'optimisation fiscale et pour une écolonomie, ou économie locale, qui utiliserait par exemple le « Léman ». Cette monnaie locale, présentée lors de l'atelier, permet selon certain-e-s de favoriser les circuits courts et d'éviter que l'argent ne soit investi

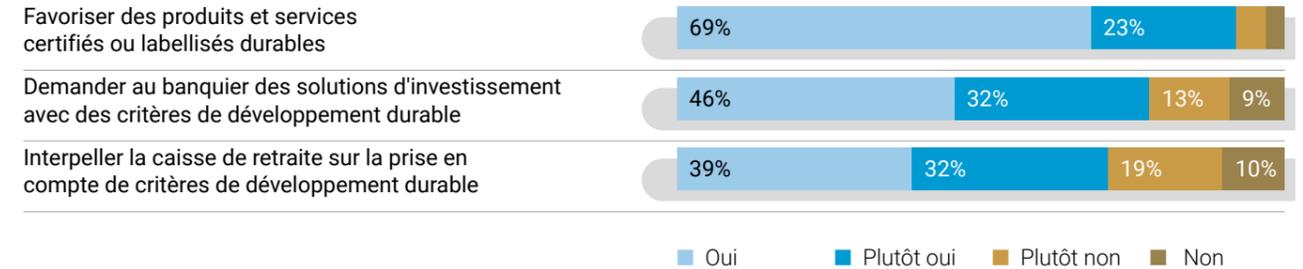
en activités spéculatives. Mais les commentaires soulèvent surtout un sentiment d'augmentation des inégalités et un désir de sortie du capitalisme.

« Un sentiment d'augmentation des inégalités »

Quelles actions pourraient être menées pour renforcer l'attractivité économique du canton ?



A l'avenir, quels types d'actions seriez-vous prêt à faire en faveur d'une économie durable ?



Quelles leçons tirer de la crise de la Covid-19 ?
Comme souligné par le bureau international du travail (BIT), le nombre d'emplois détruits par la crise sera énorme, et ceux créés potentiellement aussi. Cela suppose une action volontariste en matière de formation professionnelle, et une politique proactive en matière de chômage et reconversion pour renforcer la résilience des entreprises.

85%

sont pour favoriser l'émergence des talents, l'innovation et les infrastructures



Pourra-t-on toujours concilier protection et liberté ?

La notion de sécurité traverse tous les thèmes de cette consultation, mais les personnes répondantes semblent principalement préoccupées par le fait de se promener sans risque dans l'espace public (77%), et de ne pas craindre la perte de leur logement (75%). Les femmes sont en moyenne plus inquiètes (+10% pour leur sécurité dans la rue, +13% pour le logement, +15% pour l'emploi). La vidéo-surveillance suscite des réactions contrastées.

Sécuriser l'espace public

La sécurité de l'emploi fait l'objet de quelques commentaires nuancés. Au-delà des craintes de licenciement, certains rappellent qu'il est normal de conserver une mobilité professionnelle. Une personne rappelle que «le plus important n'est pas d'avoir une sécurité de l'emploi mais d'avoir un système qui favorise un changement de carrière pour toute personne ou d'aides financières et morales pour les individus qui viennent de perdre leur emploi.» Le sentiment de sécurité dans l'espace public, en revanche, est une préoccupation pour tous et toutes. Les solutions passent par une sensibilisation au racisme, au sexisme, aux

LGBTQIA+phobies, aux incivilités, ainsi que par un renforcement de la présence policière et de la cohésion sociale. Parmi les classes ayant choisi de s'exprimer sur ce thème, celles du cycle évoquent l'importance de se sentir en sécurité dans la réalité de leur quotidien, mais aussi l'importance «d'apprendre à dire non». A l'âge du secondaire II, ces préoccupations deviennent plus globales, par exemple concernant la lutte contre le terrorisme.

Garantir la vie privée

Le lien entre la technologie et la sécurité est un sujet très débattu, notamment en ce qui concerne la vidéo-surveillance. Seuls 20% des personnes se déclarent pour l'installation de davantage de caméras, et 22% plutôt pour, ce qui correspond, quasiment en miroir, à 25% de non et 32% de plutôt non. Mais les avis positifs chutent de 50% chez les personnes avec une formation supérieure, et la critique de ces dispositifs revient souvent dans les commentaires. Les caméras sont vues comme une invasion de la vie privée, une entrave à la liberté, et ne donnent pas forcément la sensation d'être protégé pour autant. «Nous ne vivons pas dans une fiction de George Orwell», souligne un-e répondant-e.

Avec l'âge, les élèves deviennent plus critiques sur les enjeux sécuritaires liés à la technologie.

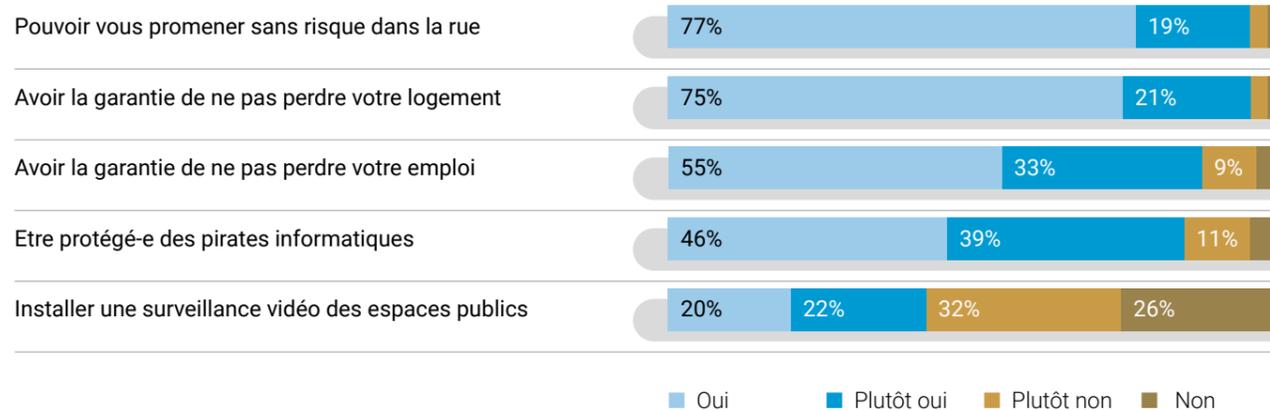
Protéger les données

Ainsi, les élèves plus jeunes perçoivent encore la technologie comme un atout pour la sécurité, qu'elles et ils couplent parfois avec d'autres thématiques, imaginant même des voitures électriques pour le corps de police et des radars biodégradables. La tendance s'inverse ensuite, les élèves du secondaire II se préoccupant surtout de la protection de leurs données numériques. Dans le questionnaire, seuls les plus de 65 ans partagent cette préoccupation, mais la nécessité de lutter contre le piratage informatique revient souvent dans les commentaires. Le rôle de l'Etat y est cependant considéré comme périphérique voire anodin, relevant davantage d'une sensibilisation ou d'une formation que d'un contrôle étatique. A moins que, comme le décrit cette personne, l'Etat ne fournisse un travail de fond considérable: «Pour être protégés des pirates informatiques, il faudrait que l'Etat ait une réflexion en amont sur l'utilisation et la diffusion à tout va des technologies, de l'internet des objets, de l'intelligence artificielle. Tenir compte

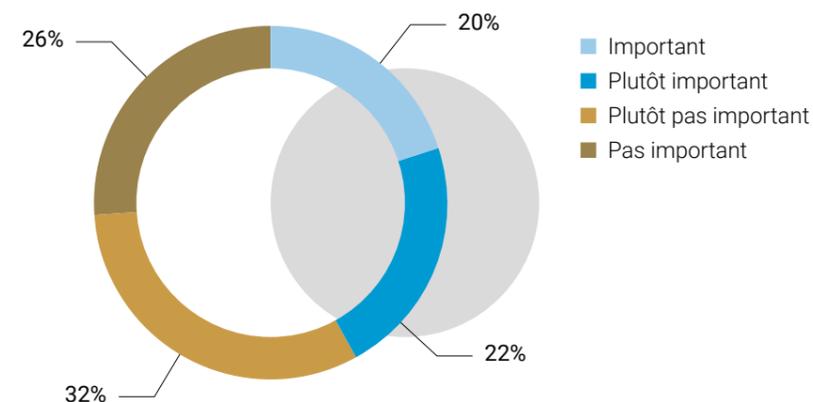
des big data mais aussi des besoins réels et utiles car les hackers auront toujours une longueur d'avance.»

« Le sentiment de sécurité dans l'espace public : une priorité pour tous et toutes »

Les points ci-dessous sont-ils importants pour que vous vous sentiez en sécurité dans le futur ?



Surveillance vidéo des espaces publics



Quelles leçons tirer de la crise de la Covid-19 ?
Les espaces virtuels de dialogue peuvent aujourd'hui constituer un nouveau moyen de faire face aux crises futures. Les questions relatives à la sécurité de ces plateformes sont primordiales.

75%

estiment que leur sécurité à l'avenir est liée à la sûreté à l'extérieur et au logement



Les résultats sont presque identiques pour la culture et pour le sport : 7 personnes sur 10 considèrent que ces deux activités sont des facteurs de cohésion sociale, 6 sur 10 qu'elles le seront toujours en 2050. Près de 3 personnes sur 10 pensent même qu'elles compteront encore davantage dans le futur.

Allier plaisir et santé

En matière de sorties culturelles, près du quart des personnes ayant répondu à la consultation se considèrent comme des spectateurs ou spectatrices assidu-e-s. Les chiffres du sport correspondent, puisque 3 personnes sur 10 se déclarent sportifs ou sportives assidu-e-s. Dans les deux domaines, environ 4 personnes sur 10 affirment s'engager ponctuellement dans des activités culturelles ou sportives, ce qui porte à 7 sur 10 le nombre de personnes concernées.

La principale raison invoquée pour s'intéresser à la culture est le plaisir (86%), suivi du développement personnel (66%). En ce qui concerne le sport, c'est l'idée de se maintenir en forme qui prime (80%), suivie du bien-être personnel (77%), le plaisir

n'arrivant qu'en troisième position (74%). Le degré de formation joue cependant un rôle, puisque les personnes les plus formées sont aussi les plus assidues et celles qui ont le plus de plaisir. Dans le sport en revanche, les universitaires citent davantage le besoin de s'entretenir physiquement que les personnes avec une formation s'arrêtant à l'école obligatoire, pour qui le sport est avant tout un plaisir.

Favoriser la rencontre

Mais les lieux culturels et sportifs sont aussi des espaces de rencontre. Et si cette raison est moins mise en avant par la moyenne des répondant-e-s (41% pour la culture, 37% pour le sport), elle augmente chez les personnes seules qui y voient l'occasion de faire de nouvelles rencontres. Les autres disparités en matière d'engagement culturel et sportif concernent surtout l'âge, puisque les personnes de moins de 30 ans sont plus nombreuses à considérer la culture comme facteur de cohésion sociale, à invoquer le plaisir comme principale raison à leur engagement, et à se déclarer spectatrices ponctuelles ou assidues. Il en est de même en ce qui concerne le sport, puisque 71% des personnes de moins de 30 ans considèrent

le sport comme facteur de cohésion sociale contre 57% chez les plus de 65 ans. Les femmes sont également moins nombreuses que les hommes à se déclarer spectatrices ou sportives assidues.

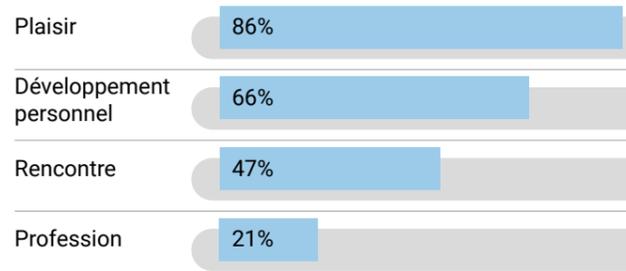
Proposer des activités accessibles

Les commentaires libres ont permis aux répondant-e-s de s'exprimer sur leurs souhaits pour l'avenir, indépendamment des questions posées dans le questionnaire en ligne. Il en ressort, en ce qui concerne la culture, un désir d'une culture populaire, alternative, inclusive, non élitiste. Dans le sport, c'est un développement des infrastructures qui est souhaité, tout comme chez les classes du secondaire II et avec les mêmes tendances : accessible à tous et toutes, quels que soient les revenus ou les handicaps. Les idées citées incluent notamment des cours gratuits pour les aîné-e-s dans les parcs en été, un parcours vita en ville, des cours payés par les assurances-maladies, un refus de subventions aux clubs qui n'ont pas d'équipe féminine puisque « tous les sports doivent être accessibles aux hommes comme aux femmes ». Les activités à mi-chemin entre la culture, le sport

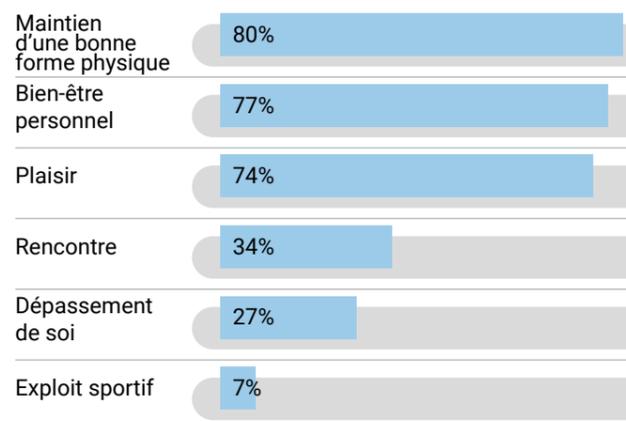
et l'écologie seraient également très appréciées : « Proposer des marches à la campagne avec l'accompagnement gratuit de personnes qui peuvent donner des détails sur les animaux, arbres, céréales... cela inciterait les personnes à bouger et à s'intéresser à la nature. » Dans le même ordre d'idée, « le sport dans des espaces agréables, naturels, collectifs pourrait être encouragé (lac, montagnes, forêt) pour créer du lien social, maintenir la santé, sensibiliser à la nature. » Sur l'ensemble des commentaires, cette vision semble communément partagée : promouvoir la culture et le sport, que ce soit par la création de grandes manifestations, par une compensation de l'assurance-maladie ou par la publication d'un guide de promenades.

« Les lieux culturels et sportifs sont aussi des espaces de rencontres »

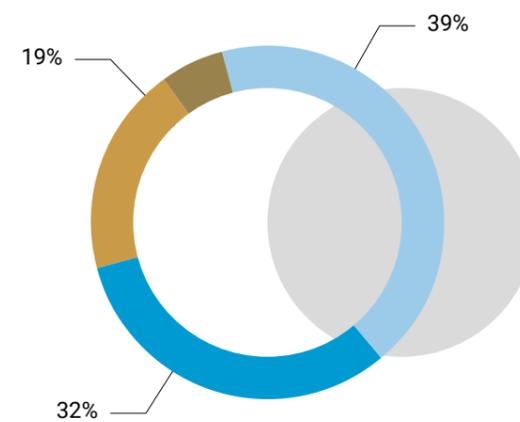
Objectifs de l'engagement culturel à long terme



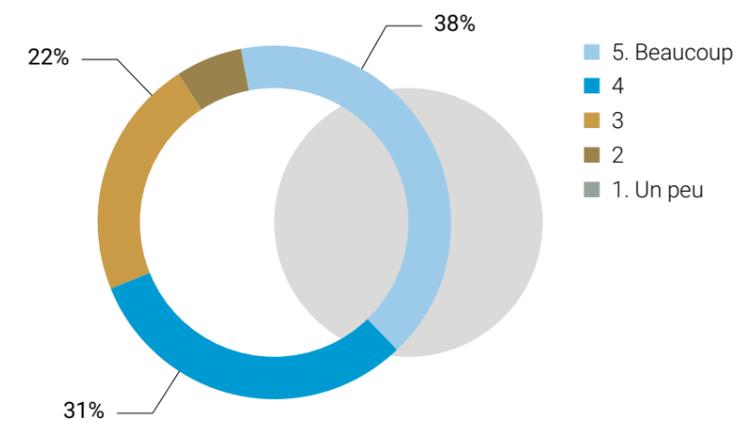
Objectifs de l'engagement sportif à long terme



La culture est-elle un facteur important de cohésion sociale ?



Le sport est-il un facteur important de cohésion sociale ?



70% pensent que la culture est un facteur de cohésion sociale



Quelles leçons tirer de la crise de la Covid-19 ?
L'immobilisation contrainte du semi-confinement s'est traduite, au cœur de la crise, par une relocalisation des activités de détente et de loisirs dans les espaces situés à proximité immédiate des logements.



A la fin du questionnaire, les personnes ayant répondu à la consultation étaient interrogées sur leur confiance dans les institutions ou organisations qui bâtiront la Genève de demain. Elles déclarent à plus de 96 % leur confiance dans le Canton et les Communes, suivis, de près et dans l'ordre, par les associations ou fondations locales, la Confédération et les PME.

Distinguer les influences

En matière de confiance dans les acteurs du futur, des disparités notables existent entre les répondant-e-s. Les femmes et les personnes de moins de 45 ans sont plus affirmatives dans leur soutien au Canton, à la Ville et aux associations. Le rôle de la justice importe davantage pour les plus de 65 ans, les moins de 30 ans, les femmes et les personnes ayant été formées jusqu'à la scolarité obligatoire. Les multinationales sont considérées comme plus importantes par les personnes moins formées

(41 % contre 31 % en moyenne) alors que la place de l'ONU est jugée supérieure chez les moins de 30 ans (31 % contre 24 % en moyenne). En revanche, le rôle de l'Union Européenne arrive en dernière place chez toutes les catégories de la population.

La Confédération (57%) a un grand rôle à jouer pour plus de la moitié des répondant-e-s, de même que les associations et fondations locales (58%). Environ 4 personnes sur 10 souhaitent que les petites et moyennes entreprises (44%) ainsi que les partis, les clubs et les églises (40%) contribuent significativement au développement de Genève; un peu moins pour la justice (37%).

Renforcer les partenaires locaux

Malgré les réponses plutôt positives au questionnaire en ligne, beaucoup de personnes ont utilisé les commentaires libres pour faire part d'un manque de confiance, que ce soit envers

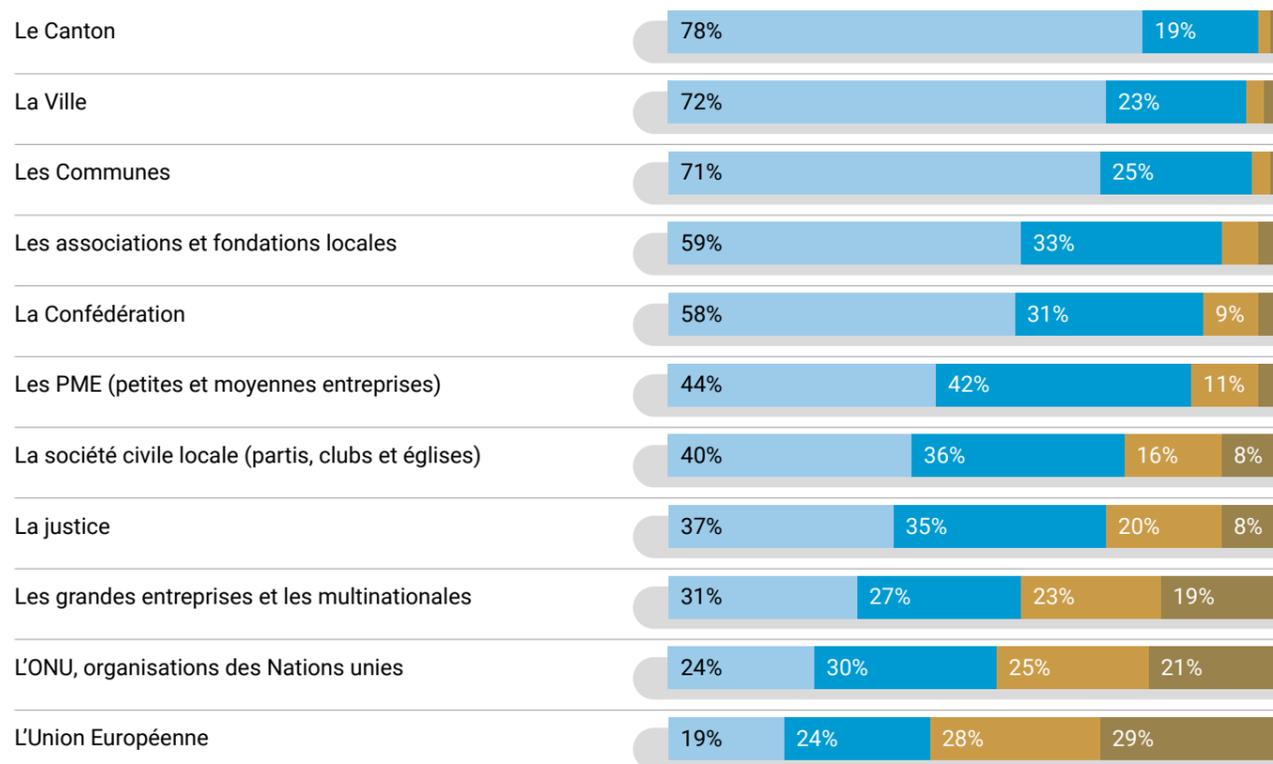
la Ville ou le Canton. Les multinationales font également l'objet de diverses critiques, et devraient, selon les termes d'un-e répondant-e, « jouer leur rôle car elles impactent la vie économique et sociale de façon déterminante. Porteuses de valeurs, elles doivent agir avec éthique et contribuer davantage au programme de formation et d'éducation. » L'autre tendance des commentaires porte sur le local, ou sur le glocal (renforcement du niveau local sans négliger les échanges globaux). « Je souhaite que le développement de Genève soit décidé par des personnes qui y vivent, des entreprises de proximité qui connaissent les conditions de vie. » « Il faut garder en tête que les acteurs locaux auront toujours une meilleure raison d'investir dans Genève que les autres. »

Imaginer d'autres acteurs

Les commentaires mentionnent également d'autres acteurs et actrices, n'apparaissant pas dans les propositions de la consultation mais susceptibles de contribuer au développement de Genève: les hautes écoles, les universités et écoles polytechniques par exemple.

« Des disparités notables existent entre les répondant-e-s »

Souhaitez-vous que les acteurs suivants contribuent au développement de Genève à l'avenir ?

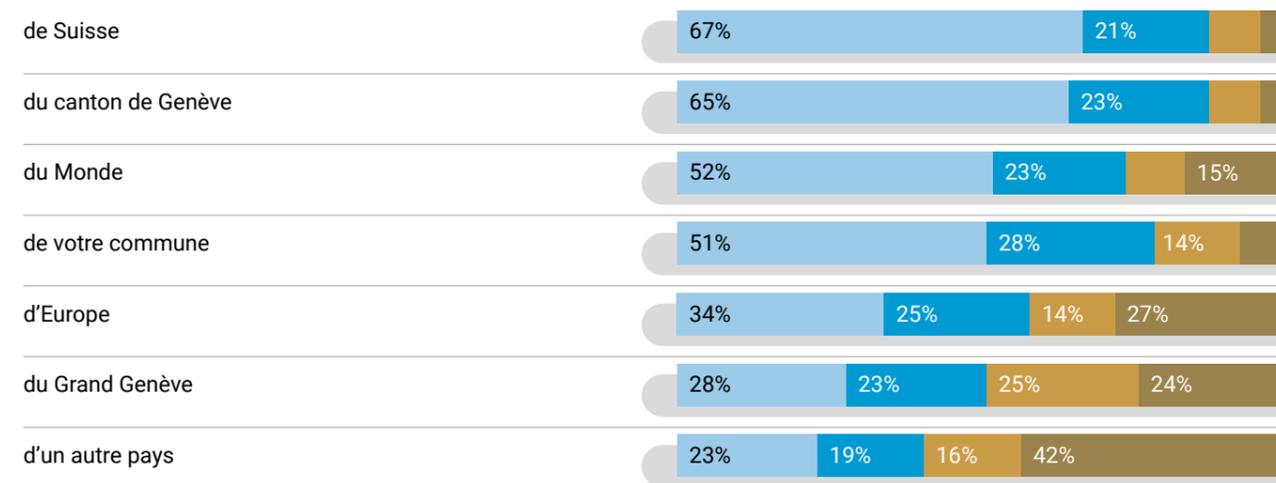


■ Oui ■ Plutôt non
■ Plutôt oui ■ Non



Quelles leçons tirer de la crise de la Covid-19 ?
La tendance en matière de gouvernance pourrait se tourner vers des principes de précaution et de gestion des risques accrus. Les prises de décisions des pouvoirs publics s'en verraient renforcées pour mieux préparer le moyen et long terme.

Vous sentez-vous citoyen-ne... ?



70%

souhaitent que le Canton et les communes contribuent au développement de Genève à l'avenir





GENÈVE AU TEMPS DE LA COVID-19



Construire des éléments de résilience post-Covid 19 : premières pistes

La résilience peut se définir par la capacité d'un système à poursuivre ses activités dans des conditions inattendues. En mars 2020, la pandémie de COVID-19 a bouleversé les habitudes, mis sur le devant de la scène des pratiques jusqu'alors marginales comme le télétravail ou l'enseignement à distance, mais aussi exacerbé les inégalités sociales préexistantes. Elle a aussi redistribué les cartes en matière de mobilité et posé de manière encore plus forte la question de notre avenir climatique.

Une immobilité historique

Le confinement a stoppé net l'augmentation de la mobilité constatée au cours des dernières décennies, mais a aussi fait repasser les modes de transport du collectif vers l'individuel. Les déplacements à pied ou à vélo ont explosé, mais dans le même temps une partie des utilisateurs des transports publics se sont rabattus sur leur voiture. Les besoins et pratiques de mobilité vont, à court et moyen termes, être influencés par la poursuite ou le renforcement de certaines tendances (télétravail, relocalisation des loisirs, etc.). Il apparaît donc essentiel de donner des indications fortes pour orienter, au regard des objectifs de durabilité, des nouveaux comportements en terme de mobilité qui, à l'issue de cette crise, pourraient s'inscrire dans la durée.

Parallèlement, la crise s'est accompagnée d'une prise de conscience quant aux niveaux de nuisances sonores, de stress, quant à l'importance de l'habitat et de l'environnement. Des trottoirs plus larges et plantés, des voies cyclables, des terrasses pour les restaurants, tout ceci sans dépendance aux transports motorisés, sont de plus en plus souhaités. Au travail, il est permis de se demander si nous allons vers un recul des open spaces, voire des immeubles de bureau en général, qui serait l'occasion de densifier les centres-villes pour éviter l'étalement urbain.

Cette immobilité a été largement compensée par la digitalisation des activités. Les premières enquêtes menées auprès d'employeurs ont montré que les organisations n'étaient pas forcément prêtes mais que les infrastructures l'étaient. Cette vaste expansion du numérique pose néanmoins deux problèmes, le premier lié à la protection des données et à la dépendance aux solutions des GAFAM, le second d'ordre environnemental. Les infrastructures numériques sont en effet fortement polluantes et les problèmes de non-compatibilité avec certains équipements vont à l'encontre des efforts de durabilité. Celle-ci devrait être le critère pour prioriser les actions digitales.

Immobilité et technologie ont permis d'étendre significativement la pratique du télétravail, surtout dans les métiers du tertiaire.

Des études pré-COVID ont souligné l'augmentation de la productivité liée au télétravail, mais aussi la nécessité de définir un cadre afin d'éviter les conflits avec la vie privée, en particulier chez les employé-e-s avec de jeunes enfants. Ces tendances ont été confirmées pendant la pandémie, et il s'agira donc désormais de fixer un taux idéal de télétravail, sachant que dès 25% les entreprises occupant de la main d'œuvre frontalière devraient aussi payer les charges sociales en France.

Dans la formation également, 91,5% des enseignant-e-s ont utilisé les outils numériques proposés par le DIP, alors que seuls 16% le faisaient régulièrement auparavant. Les défis signalés par les élèves, les parents et les enseignant-e-s sont communs (organiser sa journée et son apprentissage depuis la maison, aider son enfant), mais aussi les craintes quant à la suite du parcours scolaire.

Un concept de santé globale

La pandémie a mis en lumière des fragilités, et notamment une dépendance extérieure pour les biens de première nécessité. Deux tendances en apparence opposées ont été observées, à savoir le développement du e-commerce et des commerces de proximité. Dans une optique de résilience, la valorisation des produits locaux recèle donc un immense potentiel de changement. Alors que les précédentes crises économiques étaient des bulles spéculatives dont l'éclatement provoquait un effet global mais graduel, la crise de COVID-19 a eu un effet immédiat mais différent selon les secteurs (plus marqué dans l'événementiel, la culture, l'hôtellerie-restauration, le tourisme, les services à la personne et l'économie domestique). Si la Suisse est bonne élève dans l'axe sanitaire (accès et qualité des soins), la crise a révélé une précarité radicale, touchant les franges de la population non couvertes par le système de protection sociale: indépendants non couverts par l'APG tels que les chauffeurs de taxi ou les travailleur-euse-s du sexe, personnes en situation non officielle. Les bénéficiaires des colis alimentaires (5500 ménages soit 14 000 personnes) ont aussi souvent, en parallèle, des difficultés d'endettement, de santé, de logement trop petit, de solitude. Si la crise a exacerbé les inégalités, elle annonce aussi que notre tolérance aux inégalités diminue, par exemple en montrant que les métiers les plus indispensables ne sont généralement pas ceux qui sont les plus valorisés, tant en termes de revenus que de reconnaissance sociale.

Les médecins pointent par ailleurs le risque d'une « seconde pandémie », celle des maladies dues à la dégradation des environnements et modes de vie. C'est pourquoi le concept de « santé globale » devrait prévaloir, pointant l'interdépendance entre santé humaine et santé de la planète.

Une crise sanitaire et climatique

En Suisse, les émissions de gaz à effet de serre ont diminué d'environ 30% pendant le confinement par rapport à 2019, essentiellement grâce à la baisse des déplacements motorisés. Bien que sensible, cette baisse est très insuffisante au regard des objectifs climatiques du canton de Genève (-60% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 1990 et atteindre la neutralité carbone d'ici 2050) et souligne la nécessité de transformations structurelles durables. Dès le début de la crise, de nombreux scientifiques ont attiré l'attention sur le caractère déterminant des stratégies de « sortie de crise », sur le risque d'une relance économique traditionnelle au détriment d'une relance compatible avec les enjeux climatiques.

Certaines mesures prises pendant la pandémie pourraient donc s'apparenter à celles qu'exige l'urgence climatique, mais des différences considérables existent entre les deux crises: leur temporalité, leur tangibilité, le degré de conscience du danger ou encore leur mode de gouvernance.

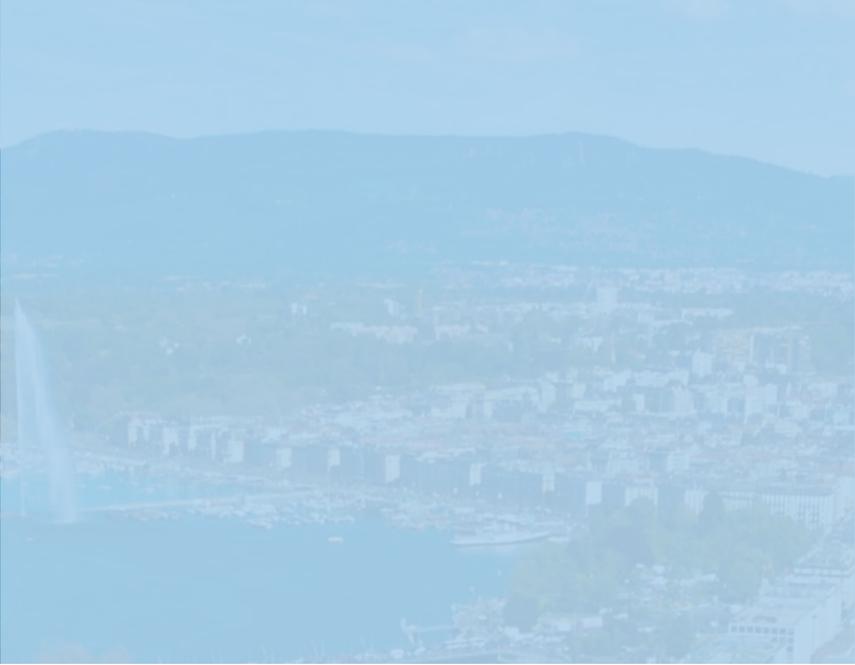
Pour que des mesures d'urgence climatique soient acceptées par les citoyen-ne-s, il faudra donc qu'elles soient portées par la population. Les solutions envisagées pourraient passer par la création d'un forum citoyen genevois sur l'urgence climatique, d'un conseil scientifique consultatif sur le climat (sur le modèle de la task force COVID-19), de nouveaux projets et lois climato-compatibles, voire par la mise en place

d'un label « projet d'urgence climatique » pour accélérer les procédures. L'exemple des pistes cyclables a montré qu'il est possible, dans un contexte exceptionnel, de mettre en oeuvre plus rapidement certains aménagements. Mais de telles dispositions n'existent pas encore pour le climat.

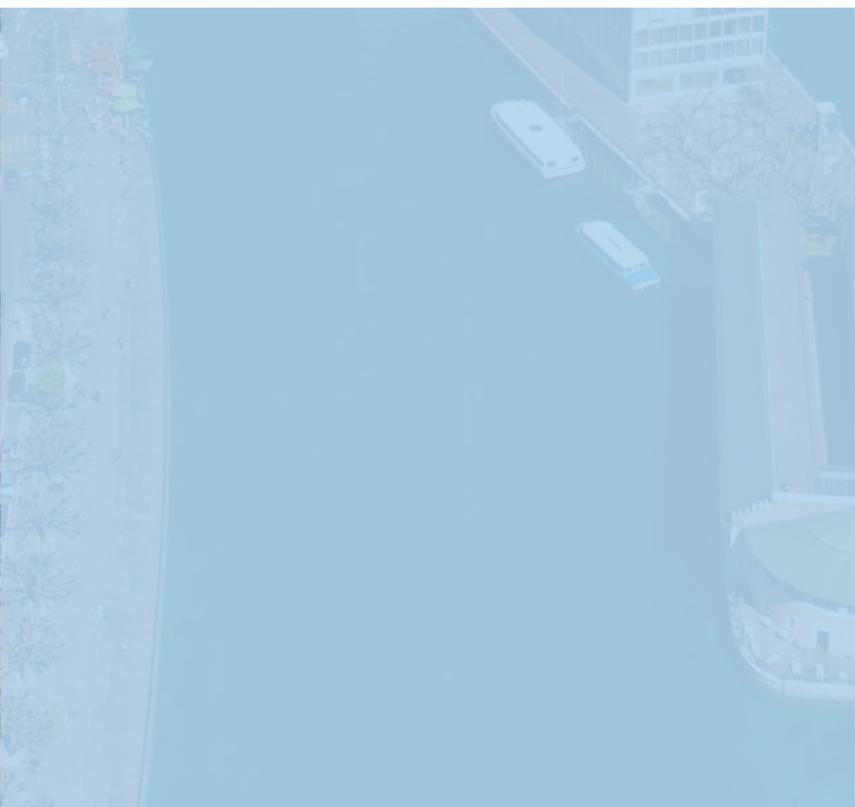
La crise sanitaire n'est pas terminée, et elle va, à court terme, complexifier la mise en oeuvre de stratégies favorables à la transition écologique. Il est donc primordial, au cours des prochains mois et années, de prendre des mesures qui réorientent nos modes de vie. L'adoption de comportements vertueux en matière de déplacements, la relocalisation des loisirs et des activités de consommation ou encore l'accroissement de la résilience du territoire constituent à cet égard des axes forts dans une perspective de transition écologique.

En terme de santé, des enseignements sont aussi à tirer en matière de crise, cela malgré le règlement ORCA qui prévoit comment mettre en place une organisation en cas de catastrophe. Il est nécessaire de réfléchir à moyen et long terme au niveau institutionnel comment mieux se préparer en cas de pandémie et de crise durable.





MISE EN PERSPECTIVE



L'avenir du canton vu par les jeunes

Pour compléter la consultation grand public, 50 classes – soit près de 1000 élèves entre 10 et 20 ans – ont répondu à une version adaptée du questionnaire au mois d'octobre 2019 :

- 48¹ classes du Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP), désignées afin de représenter un échantillon du système scolaire genevois selon les critères suivants : ordres d'enseignement, degrés, filières, types d'établissement (urbain/rural, REP/non-REP, spécialisé) ;
- 2 classes de primaire provenant d'écoles privées ayant également souhaité participer.

Cette démarche s'inscrivait dans le cadre du programme « Un mois, un droit », mis sur pied par le DIP pour le 30^e anniversaire de la Convention des droits de l'enfant et dont le mois d'octobre était consacré à la participation citoyenne. Le questionnaire Genève 2050 a été adapté en une séquence pédagogique interactive menée par l'enseignant-e en classe intitulée « Quel futur souhaitez-vous pour Genève ? ». L'objectif était de présenter l'ensemble des thématiques aux élèves et de leur demander de voter pour choisir les trois thématiques qu'elles et ils jugeaient les plus importantes. Ensuite les élèves réfléchissaient aux idées et projets qu'elles et ils souhaitaient voir mettre en œuvre à l'avenir dans les thématiques choisies.

Ainsi, les élèves ont pu participer au vaste processus de consultation Genève 2050. Elles et ils ont eu l'occasion de s'exprimer sur des sujets qui les concernent au premier plan et de s'approprier les multiples facettes de la question citoyenne, dans la perspective de se préparer « à participer à la vie sociale, culturelle, civique, politique et économique du pays, en affermissant le sens des responsabilités, la faculté de discernement et l'indépendance de jugement ». (art. 10 LIP)

Une synthèse de cette consultation est exposée ci-dessous. Décomposée selon les thématiques sélectionnées et par ordre d'enseignement, afin de faire ressortir les variétés d'attente selon les classes d'âge, elle met aussi en évidence le fait que les thématiques choisies par les élèves en imbriquaient souvent plusieurs : par exemple les nouvelles technologies alliées avec la préservation du climat, la mobilité, la sécurité ou l'éducation ; l'école apparaît d'ailleurs de manière transversale dans nombre de commentaires recueillis auprès des élèves de l'école primaire.

Synthèse école primaire

Nouvelles technologies

La place de l'humain reste au cœur des préoccupations, en valorisant la préservation et l'évolution de l'emploi à l'heure de la robotisation. Les perceptions sur le rôle de la technologie varient : alors que des élèves souhaitent limiter le rôle de la technologie, d'autres au contraire souhaitent l'intégrer dès l'école primaire.

Il ressort une attente forte en termes de formation concernant le numérique et les nouvelles technologies.

Climat et énergie

L'école doit continuer à montrer l'exemple en formant aux problématiques liées au climat et à l'énergie. Ainsi, les élèves souhaitent que, dès l'école primaire, les cours sur le respect de la planète se poursuivent. Parmi les propositions formulées, notamment un classement des écoles les plus « écologiques », qui pourrait inciter les établissements à mettre en place des actions telles que l'installation de panneaux solaires ou la valorisation des marchés « bio » dans les cuisines scolaires. Les modes de transports alternatifs sont aussi largement plébiscités (pistes cyclables, transports en commun).

Sécurité

Les attentes concernant l'amélioration de la sécurité sont très diverses. Celles-ci touchent les déplacements (mobilité douce), la surveillance électronique, la lutte contre le harcèlement et le renforcement de la protection.

Synthèse cycle d'orientation

Qualité de vie

Les élèves ont fait remonter des propositions très variées, qui allaient dans le sens d'un développement durable, telles que créer une grainothèque, généraliser les skateparks avec un encadrement particulier (éducateur-trice-s bénévoles, retraité-e-s) et promouvoir la rencontre entre les générations. Les conditions de vie des personnes âgées et le prix des logements les préoccupent aussi. Dans le domaine de l'environnement, les élèves souhaitent des mesures plus contraignantes dans le domaine du recyclage et des énergies renouvelables, ainsi que des mesures favorisant la végétalisation de la ville et encourageant la gratuité des transports publics.

Ecole et formation

Demain, le numérique pourrait permettre d'aider les élèves en difficulté et de mieux respecter et différencier les rythmes de chacun et chacune (utilisation de tablettes, de manuels numériques). L'école pourrait également se doter d'une structure horaire plus souple, modulable, permettant plus d'autonomie, de créativité, de place pour le sport ou d'autres activités. Des élèves souhaiteraient obtenir un « droit de vote » pour le développement de projets en lien avec leur école.

Sécurité

Des élèves peuvent ressentir un sentiment d'insécurité. Elles et ils voient la sécurité comme un droit essentiel, de jour comme de nuit et encouragent la mise en place de nouveaux dispositifs permettant de favoriser le vivre ensemble.

Synthèse enseignement secondaire II

Qualité de vie

Les élèves souhaitent aller dans le sens d'un développement durable de diverses manières : par exemple installer suffisamment de panneaux solaires sur chaque bâtiment nouvellement construit, instaurer de nouvelles réglementations pour le bâti actuel ou promouvoir l'économie circulaire en introduisant l'utilisation d'une monnaie locale.

Nouvelles technologies

Les élèves constatent que la robotisation et l'intelligence artificielle avancent à grands pas. Loin de redouter cette situation, elles et ils trouvent au contraire qu'il s'agit là d'une opportunité unique à saisir pour développer un autre type de société donnant plus de place à la vie sociale. L'utilisation de moyens numériques (par exemple tablettes dans les classes) et l'intégration de plateformes d'apprentissage pour la formation à distance dans l'enseignement sont des outils qui pourraient donner plus d'autonomie aux élèves. Le souhait que les cours d'informatique puissent débiter dès l'école primaire a également été émis, voire l'envie d'apprendre à développer leur créativité en utilisant des outils informatiques.

Travail et métiers

Les élèves souhaitent que leur activité professionnelle puisse participer à leur accomplissement personnel. En effet, le travail est évoqué par certain-e-s comme un moyen de gagner sa vie uniquement et moins comme une forme d'épanouissement personnel, le plaisir étant souvent absent. L'octroi d'un revenu universel pourrait libérer les personnes de cette manière d'aborder la vie.

En synthèse

Les différents commentaires du corps enseignant-e-s concernant cette consultation laissent supposer que les séquences ont suscité de nombreux débats chez les élèves et des échanges variés au sein des classes. A plusieurs reprises, le temps à disposition a même été jugé insuffisant pour développer l'ensemble des discussions. Les élèves se sont globalement senti-e-s investi-e-s concernant l'avenir de leur canton. Ce premier exercice de consultation sur l'avenir mené auprès des jeunes a constitué une opportunité de collaboration à poursuivre, afin d'inciter la jeunesse d'aujourd'hui à devenir les citoyennes et citoyens engagés de demain.

Thématiques



Les ateliers et leurs enjeux

Comment nous déplacerons-nous en 2050? Quelles sont les tendances en matière de logement, de ressources, d'écosystèmes et de conditions de vie? La dématérialisation et la robotisation vont-elles remplacer l'humain? Quel type d'action sociale en 2050? Comment lutter contre les discriminations et les inégalités? Quelle école en 2050? Quelles perspectives pour les pouvoirs publics et pour les citoyennes et citoyens? 15 ateliers et débats ouverts au public ont permis de croiser les avis. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, mais bien de lignes fortes et d'exemples illustratifs visant à montrer les grandes tendances déjà présentes à Genève et dans le monde. Ces thématiques étant vastes, les discussions se sont concentrées sur des éléments majeurs. Ces rencontres ont principalement eu lieu à « 3DD espace de concertation », lieu dédié à la ville de demain et aux démarches participatives. L'équipe des apprenti-e-s d'Espace Entreprise a suivi et appuyé l'équipe de projet.

Mieux vivre ensemble

Le premier événement du programme Genève 2050 a été animé par l'Hospice général et s'est déroulé sous forme d'atelier-débat autour de quatre questions : vivrons-nous mieux ensemble à Genève en 2050? Quels sont les trois enjeux majeurs sur lesquels nous devons être attentifs et attentives ces trente prochaines années? Quels sont les trois principaux risques pouvant mettre en péril le vivre-ensemble? Quelles sont les trois principales forces actuelles qui favorisent le vivre-ensemble? La cohésion sociale c'est aussi l'intégration dans la société des personnes marginalisées. Ainsi, pour que chacun et chacune trouve sa place dans une société très diversifiée, il y a quatre dimensions fondamentales : économique (par la participation de chacun et chacune à la production et à la consommation de biens et de services), sociale (par le biais des liens sociaux que des individus forment entre eux), de gouvernance (qui se manifeste par exemple par le vote ou

l'engagement associatif), culturelle (qui se développe autour d'un socle de valeurs communes partagées par l'ensemble de la société). Les enjeux actuels ne sont plus ceux du passé. L'idée est de pouvoir aider les gens sans les discriminer. Cela doit peut-être passer par une approche plus individualisée, presque au cas par cas pour répondre du mieux possible aux besoins de chacun et de chacune.

La place des aîné-e-s et le défi du vieillissement

La place des aîné-e-s et le défi du vieillissement sont des enjeux sociaux et financiers majeurs. Entre risque d'isolement et dynamique de participation sociale, comment vivrons-nous en 2050? Résultat des gains de longévité et de l'amélioration des conditions de vie, ce processus touchera l'ensemble de la population. D'ici à 2040, le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus pourrait augmenter d'environ 64%. L'engagement social des aîné-e-s, leurs formes de participation et de contribution à la société, leur place dans les relations sociales, mais aussi les risques d'isolement et de solitude auxquels elles et ils font face sont des enjeux cruciaux. Il est donc important de s'en préoccuper et de trouver des solutions adaptées pour y faire face. Les chiffres montrent que la majorité des gens (55%) terminent leur vie en étant autonomes. Toutefois, notre système socio-sanitaire est essentiellement tourné vers les personnes dépendantes, qui sont finalement une minorité (45%). Il faut donc adapter le dispositif et les prestations actuels pour développer des programmes pour aider les personnes qui sont fragiles, mais relativement indépendantes pour éviter qu'elles deviennent dépendantes à leur tour. La clé réside en partie dans la transition entre le 3^e et le 4^e âge. Une piste pourrait être de mieux valoriser les proches aidants qui permettent à de nombreux aînés de rester vivre chez eux. Il faudrait aussi mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation pour promouvoir et développer les relations et les solidarités intergénérationnelles. Non seulement cela

permet aux seniors de ne pas tomber dans l'isolement social, mais également aux jeunes de profiter de la grande expérience et du vécu de leurs aînés.

Nouveaux modes de participation citoyenne

Budgets participatifs, consultations publiques, nouveaux modes d'interaction sociale... Le numérique tient-il ses promesses lorsqu'on évoque ces nouveaux modes de participation? De nombreux acteurs publics et privés ont testé ces dernières années de nouveaux modes de participation s'appuyant sur le numérique. Ces manières de faire intégrant notamment l'innovation ouverte et la co-création semblent aujourd'hui s'inscrire dans la durée. A l'heure où le Canton de Genève vient de consulter avec succès la population sur sa politique numérique puis sur son avenir, il est intéressant de se pencher sur les enjeux et les opportunités offertes dans ce domaine. A l'occasion de sa 27^e Journée de rencontre, Genève Lab a proposé d'éclairer un thème qui concerne tout autant les citoyennes et citoyens, les entrepreneurs et entrepreneuses de notre région, que le secteur public.

L'école sans les murs

Sans pupitre, sans degré, sans note, sans horaire... à quoi ressemblera l'école du futur? Aujourd'hui, pour faire face aux défis de 2050, des réformes sont nécessaires. L'émergence du numérique, le décrochage scolaire et les différents modes d'enseignement sont des enjeux importants qui auront un impact important sur la formation de demain. Une formation qui doit être individualisée en fonction des besoins des élèves et de leurs compétences, et en phase avec les défis futurs. L'école de 2050 pose des questions sur la formation du corps enseignant. Comment le former pour qu'il puisse profiter des progrès technologiques et pour qu'il puisse répondre aux besoins des élèves? Le défi est immense, mais une chose est sûre : la pédagogie de demain sera amenée à repenser les

rapports entre le corps enseignant et les élèves. L'intelligence artificielle offre des perspectives, mais elle doit faire l'objet d'un regard distancié de la part du corps enseignant et des élèves. L'humain ne doit pas être oublié. En conséquence, l'enseignant-e ne va pas disparaître, mais son rôle va évoluer et les interactions sociales seront différentes.

Les mobilités du futur

Selon les évolutions tendancielle prévues par la Confédération, en Suisse entre 2010 et 2040, le nombre de personnes voyageant en train devrait progresser de 51%. Le nombre de cyclistes devrait augmenter de 32% et le nombre d'automobilistes de 18%. De plus, sur la même période, le transport de marchandises par le rail va augmenter de 45% et de 33% par la route. Les défis de mobilité sont donc considérables pour répondre aux objectifs de neutralité carbone, mais cela nécessitera à la fois des investissements et des changements de comportements. Il s'agira également de revoir fortement l'offre multimodale et réduire drastiquement le volume de trafic routier pour répondre aux enjeux de la transition écologique.

L'arrivée des véhicules autonomes implique de revoir complètement de nombreux domaines. Il faut repenser l'urbanisme et l'aménagement du territoire pour répondre aux besoins de ces nouveaux modes de transport. Il faut aussi s'interroger sur la mise en réseau de ces véhicules et de ces nouvelles infrastructures. Enfin, le cadre législatif doit aussi être mis à jour, car de nombreux bouleversements sont à prévoir. Ainsi, pour préparer au mieux ces changements, la Confédération a lancé un vaste programme de recherche sur la conduite automatisée. Il permettra d'acquérir de nouvelles connaissances et de créer des conditions favorables pour être prêt-e le moment venu, soit dès 2040. D'ici là, le nouveau système de transport sera intégré, la sécurité améliorée et la productivité aura augmenté.



Pour que ces changements soient bénéfiques à l'ensemble de la société, les expert-e-s argumentent sur le fait que la notion de partage prime sur la notion de possession. Pour les CFF par exemple, cette (r)évolution passe par le programme smartrail 4.0 qui permettra d'augmenter la capacité du réseau de plus de 30% sans devoir construire de nouvelles infrastructures. L'extension de la gare de Cornavin permettra, via le projet Léman 2030, de doubler la capacité entre Genève et Lausanne. C'est une avancée majeure, mais cela ne suffira pas.

L'enjeu est aussi d'opérer un changement des comportements en privilégiant les transports en commun, la mobilité douce et le *car-sharing*. C'est un défi crucial car le changement climatique s'accélère et le point de non-retour se rapproche. Pour la mobilité du futur, les perspectives sont donc intéressantes, puisqu'elles offrent de belles opportunités de développement. De plus, d'autres avancées, par exemple le télétravail, permettront aussi de diminuer la durée et le nombre de déplacements, donc in fine la pollution globale provoquée par la mobilité. Enfin, le recours aux énergies vertes comme l'éolien, l'énergie hydraulique et la biomasse permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Décrypter les violences et les discriminations

Comment les actions des pouvoirs publics vont-elles évoluer pour promouvoir l'égalité et lutter contre les discriminations liées au genre ainsi que toutes les formes de violence? Il faut promouvoir et faire respecter les lois qui existent déjà, par exemple la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI), entrée en vigueur en 1993 et la loi sur l'égalité (LEg), entrée en vigueur en 1996 et qui porte exclusivement sur l'égalité professionnelle. Aujourd'hui, ces deux lois sont très peu utilisées, car peu connues. Une sensibilisation est donc nécessaire pour renforcer leur application. Au niveau

international, il existe aussi un cadre qui soutient et défend le travail des bureaux de l'égalité, notamment par le biais de deux conventions internationales:

- La convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), qui a été signée par la Suisse en 1987 et ratifiée dix ans plus tard. A ce jour dans le monde, 188 Etats l'ont ratifiée.
- La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (dite Convention d'Istanbul), qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2018 en Suisse.

Pour lutter contre les discriminations et les violences fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre ou l'intersexuation, et renforcer la protection des personnes qui en sont la cible, il apparaît nécessaire de renforcer les bases légales quasi inexistantes en la matière. Toutefois, pour arriver à un changement, le cadre légal ne suffit pas. Il faut aussi faire évoluer les représentations, déconstruire les stéréotypes et changer les comportements. Cela passe notamment par un travail de fond de sensibilisation et de formation dès le plus jeune âge et dans tous les domaines. Adopter une communication inclusive qui comprend, reconnaît et valorise la diversité des genres et des structures familiales, favoriser l'accès des femmes aux postes à responsabilité, favoriser la conciliation des vies, et promouvoir une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes dans les différentes formations et professions constituent des leviers importants pour faire bouger les choses. Mais pour y parvenir, il faut travailler en réseau et cela requiert l'investissement de toute la société.

Pour ce qui est de l'égalité dans le monde du travail, le Bureau de promotion de l'égalité et de prévention des violences (BPEV) a développé plusieurs outils pour les entreprises. Dans l'administration cantonale genevoise, la promotion de l'égalité est également à l'agenda, avec un plan d'action comprenant 27 mesures définies autour de 5 axes d'intervention qui a été validé par le Conseil d'Etat. La promotion de l'égalité en politique est aussi un objectif. Pour l'atteindre, le BPEV propose des formations pour les femmes qui souhaitent s'engager en politique mais aussi pour les candidates et pour les élues. Un nouvel atelier de sensibilisation au harcèlement sexuel a été proposé aux député-e-s du Grand Conseil. Le renforcement et la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bi, trans* et intersexes (LGBTI) font également partie des enjeux prioritaires. Enfin, chaque année, des campagnes de prévention des violences domestiques sont menées (visibles dans les TPG notamment). Le BPEV produit, en collaboration avec l'OCSTAT, un rapport annuel de l'Observatoire des violences domestiques.

Ces statistiques sont un outil de pilotage des politiques publiques en matière de prévention et prise en charge des violences. Le défi de demain sera aussi de sensibiliser les enfants. Des outils pédagogiques ont d'ailleurs été préparés par les bureaux de l'égalité au niveau romand, par exemple l'Ecole de l'égalité. Afin de promouvoir une société plus égalitaire et lutter contre les violences, il faut agir sur le plan individuel, collectif et institutionnel en menant des actions cohérentes et durables.

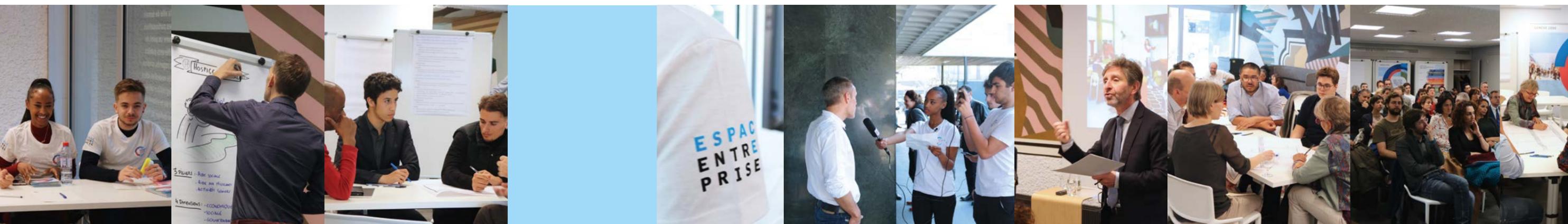
Economie et finance durable

Les considérations écologiques n'ont peut-être jamais été aussi fortes qu'aujourd'hui au sein de la population suisse. Les manifestations pour le climat s'enchaînent et les attentes des habitantes et habitants de notre pays sont nombreuses. L'environnement devient une de leurs préoccupations

principales. Cette évolution implique des adaptations de comportements, d'approches et sur le plan des activités économiques. Le débat sur l'économie et la finance durable met en lumière les demandes de changement de la population. Un nouveau paradigme est en train d'émerger et offre des opportunités de développement intéressantes. Il permet de repenser notre modèle économique et de concevoir des alternatives crédibles. Aujourd'hui, l'économie verte est encore marginale, mais demain elle gagnera en importance et s'imposera comme un secteur majeur. Ainsi pour accélérer cette transition, tous les acteurs sont concernés. Chacun peut agir à son niveau et avoir un impact concret sur les choix que prennent les milieux économiques. Pour y parvenir, le chemin est encore long, mais tout le monde est concerné. Les milieux économiques sont favorables au changement, mais attendent des pouvoirs publics une stratégie claire et transposable dans le secteur privé. L'Etat doit être exemplaire et s'engager dans des projets concrets.

Démocratie écologique et durabilité

Le climat de Genève d'ici 2100 sera semblable à celui du sud de l'Italie. Pour limiter le changement climatique à 1,5 degré d'ici à 2030, il faudrait modifier rapidement et radicalement tous les aspects de la société, selon le GIEC. Cela permettrait de minimiser l'impact du changement climatique sur la planète, mais pour y parvenir, il faudrait d'ici à 2030, diminuer de 45% les émissions mondiales de gaz carbonique par rapport à 2010. A ce jour, 41% du bilan carbone du canton de Genève est causé par la mobilité, 24% par le résidentiel, 18% par l'alimentation, 12% par les entreprises, 4% par la construction et 2% par les déchets. L'Etat a un rôle d'exemplarité. Il doit rassembler les acteurs pour trouver des solutions.



Mise en perspective des résultats de Genève 2050 avec les indicateurs des politiques publiques

Les résultats obtenus via les étapes de consultation de « Genève 2050 » donnent une vision des enjeux perçus des répondant-e-s pour l'avenir de notre canton. Leur traduction en objectifs et actions concrètes nécessite une observation constante de l'évolution des tendances principales telles que formulées par les indicateurs des politiques publiques dont l'Etat s'est doté pour la législature 2018-2023. Ce système d'indicateurs globaux parcourt en effet les grands thèmes abordés par « Genève 2050 » et pourra être adapté après analyse plus détaillée des résultats. On en trouvera ci-dessous une présentation succincte.

Dix indicateurs sont dédiés au suivi des objectifs du programme de législature du Conseil d'Etat. Ils permettront de suivre les changements intervenus dans les différentes politiques publiques et, le cas échéant, d'adapter les planifications pour accompagner les évolutions observées. Ces données seront mises à jour tous les trois ans par le canton. L'agrégation et le suivi de ces indicateurs permettent de venir compléter le scénario souhaitable à horizon 2050 et d'en définir les conditions de résilience.

A ce titre, ils servent d'une part à identifier et à mesurer les progrès réalisés pour atteindre les objectifs. D'autre part, ils permettent aux politiques publiques d'assurer des actions coordonnées. La sélection des indicateurs est issue d'une collaboration entre les départements avec l'appui de l'office cantonal de la statistique (OCSTAT). Chaque indicateur est par ailleurs décrit en détail dans une « fiche indicateur » disponible sur le site GE2050.

Viser la neutralité carbone

Le plan climat cantonal sera prochainement adapté pour que ses nouveaux objectifs permettent de respecter l'Accord de Paris et de répondre ainsi aux recommandations du GIEC. Ils viseront une réduction de 60% des émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2030, et la neutralité carbone d'ici 2050.

Réaliser la transition vers une société à 2000 watts

L'indicateur permet de mesurer l'évolution de l'énergie primaire consommée par habitant-e du canton de Genève, tous domaines confondus, soit l'énergie associée à la production de chaleur, à la consommation d'électricité, au transport des biens et des personnes et utilisée pour produire et transporter les biens et services consommés par les Genevois et les Genevoises.

Augmenter la part des habitant-e-s et emplois à moins de 500 et 300 mètres d'un arrêt de transport public

Le suivi de cet indicateur montre la part de la population et des emplois desservis par les transports publics. Il sera également possible de faire des projections sur le réseau futur afin d'anticiper les améliorations à venir. L'objectif est d'augmenter la proportion des personnes et emplois desservis.

Diminuer la durée quotidienne consacrée aux déplacements

Cet indicateur permet de synthétiser les effets de mesures telles que l'aménagement du territoire (ville des courtes distances), l'amélioration de la vitesse commerciale des transports publics ou encore la fluidification du trafic ainsi que des mesures de « démobilité » visant à réduire le nombre de déplacements (télétravail, coworking, digitalisation, etc.).

Mesurer l'évolution démographique

Les projections démographiques se basent sur des estimations publiées en 2016, portant sur la période 2016-2040 et prolongées jusqu'en 2050 par l'office cantonal de la statistique (OCSTAT).

Adapter le niveau et la qualité de l'emploi

Cet indicateur permet de faire un lien entre l'employabilité et les conditions cadre existant à Genève. Il s'agit de mesurer tout d'abord le nombre d'emplois total sur le territoire, le taux d'emploi et d'apprécier la création de valeur de ces emplois. Ces mesures permettront d'adapter les politiques publiques.

Renforcer le taux de première certification du secondaire II jusqu'à l'âge de 25 ans

L'indicateur s'intéresse aux processus de formation en Suisse et donc aux élèves qui effectuent leur parcours éducatif dans le pays. L'objectif pour Genève est d'atteindre 95% de certifié-e-s du secondaire II (la dernière valeur calculée s'établit à 84.5% en 2016).

Augmenter les services en ligne

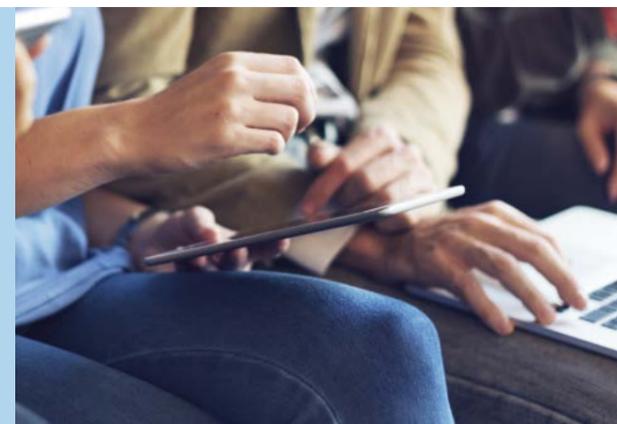
La cyberadministration vise à optimiser les processus entre la population, l'économie et les services de l'Etat, de même qu'au sein de l'administration, par le biais des technologies de l'information et de la communication (TIC). L'indicateur proposé est la part de la population qui utilise Internet pour entrer en relation avec les administrations publiques pour conduire ses démarches administratives.

Réduire l'écart en matière d'espérance de vie au sein de la population

L'objectif est de réduire à 6 ans l'écart en matière d'espérance de vie en bonne santé à la naissance entre les femmes de nationalité suisse (+ 7.6 ans) et celles de nationalité étrangère. Réduire à 3.5 ans l'écart en matière d'espérance de vie en bonne santé à la naissance entre les hommes de nationalité suisse (+ 4.9 ans) et ceux de nationalité étrangère.

Evaluer l'évolution du revenu annuel brut médian des contribuables imposés au barème ordinaire et l'évolution de la part des contribuables à bas revenus

L'évolution de la répartition des revenus (et de la part des contribuables à bas revenus) constitue un indicateur important pour observer les inégalités sociales, analyser leur évolution et décrire leurs impacts sur la cohésion sociale et la croissance. Cet indicateur permet également une analyse territoriale (notamment par commune) des inégalités.



Quel futur souhaitable ?

Les éléments perçus ou souhaités par les répondant-e-s à la consultation « Genève 2050 » fournissent des indications intéressantes sur différents aspects touchant l'avenir de notre canton.

Une manière d'illustrer ces résultats est de les mettre en perspective sous la forme de scénarios contrastés. Les recherches académiques et les travaux menés en partenariat avec la Haute école de gestion (HEG) dans le cadre de la démarche ont ainsi montré que les scénarios de futurs possibles tendent naturellement à s'inscrire dans quatre types de récits (« continuation », « limite », « effondrement » et « transformation »).

Les résultats issus de la consultation auprès de la population font état qu'une grande majorité de répondant-e-s est consciente que de profonds changements s'imposent. L'attention est manifeste pour que soient anticipées les transformations à venir afin d'atteindre les objectifs souhaités en termes de qualité de vie pour les habitant-e-s. La question du rythme et de l'intensité avec lesquels il s'agit de mettre en œuvre cette rupture avec le système actuel reste néanmoins ouverte. La vision prospective qui se dégage pour 2050 indique que, dès à présent, avec les évolutions technologiques et sociétales qui semblent à portée, la voie pour atteindre les objectifs à long terme est possible. Par conséquent, le « scénario de transformation » qui se dégage permet d'imaginer collectivement ces nouveaux leviers et d'activer des coopérations à la fois inédites et concrètes à tous les niveaux de la société.

Il est ainsi utile, dans le cadre de cette démarche de prospective, de remettre en perspective les résultats de la consultation avec les recommandations scientifiques mettant en exergue la nécessité d'opérer de profonds changements. Ainsi la recherche scientifique, notamment développée dans le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), met en avant la nécessité d'opérer rapidement des changements. Approuvé le 24 septembre 2019 par les 195 Gouvernements membres, le dernier rapport du GIEC présente « de nouvelles preuves soulignant les avantages qu'il y a à faire en sorte que le réchauffement planétaire soit aussi faible que possible, conformément à l'objectif que les gouvernements se sont fixés dans l'Accord de Paris en 2015 ».

La clarté de ces constats scientifiques s'accompagne dans le même temps de très importantes mobilisations citoyennes, notamment autour de la question du climat et de la justice sociale. Elles illustrent la volonté des citoyennes et des citoyens d'être davantage associé-e-s aux décisions qui pèsent sur leur avenir.

Par essence même, la vision du futur souhaitable met résolument la transversalité entre politiques publiques au cœur des préoccupations et implique par conséquent un changement de l'action de l'Etat.

La résilience comme nouveau projet de société ?

Pour se préparer aux changements en cours et à venir, il paraît essentiel que Genève devienne plus résiliente, c'est-à-dire apte à faire face avec succès à des chocs et changements conséquents, à s'adapter et à se développer positivement. Il s'agit avant tout d'engager progressivement le canton et ses partenaires dans une évolution de leur fonctionnement, leur manière de penser ou encore de concevoir les projets.

La construction d'un canton résilient doit pouvoir s'appuyer sur une logique « intégrée », c'est-à-dire que chaque politique publique, chaque infrastructure, doit être pensée dans ses interactions avec les autres, de manière transversale.

La démarche a permis d'aborder les prévisions de développement du canton de manière globale. A terme, il s'agit de pouvoir intervenir, de manière coordonnée et stratégique, afin de répondre aux attentes de la Confédération à horizon 2050.

Quel impact de la crise sanitaire sur nos pratiques et nos comportements ?

La crise sanitaire de 2020 liée au nouveau coronavirus constitue une épreuve collective inédite. Les risques sanitaires resteront pour longtemps une préoccupation majeure. Vivrons-nous différemment demain ? Certains travaux indiquent que les crises peuvent constituer une opportunité de changement pour les organisations et la population. Comment opérer dès lors ces changements dans l'intérêt collectif ? La présente situation rend précisément de réfléchir à la possibilité de rendre la société et l'économie plus résistantes et résilientes face à de tels chocs, ainsi qu'à la manière de gérer les crises, quelles qu'elles soient.

Les participant-e-s à la démarche de prospective Genève 2050 ont à de nombreuses reprises fait référence aux changements de comportement importants qu'il faudra adopter, soit pour pouvoir véritablement influencer les choses, soit pour aller vers de nouvelles manières de vivre (école, télétravail, diminution des déplacements, etc.) : des changements sont manifestement possibles.

Même si l'analyse fine de la situation prendra encore du temps, le contexte d'urgence sanitaire est sans nul doute déjà porteur d'enseignements et d'opportunités pour une meilleure prise en charge des enjeux environnementaux, économiques et sociaux, en particulier dans leurs liens respectifs qui permettront d'accélérer la transition écologique. Il pourrait en effet être un élément déclencheur et d'accélération d'un profond changement de nos sociétés.

Que se passera-t-il à Genève d'ici à 2050 ? La démarche Genève 2050 fournit plusieurs clés de compréhension permettant à la Commission de prospective d'identifier quelques grandes tendances et d'imaginer plusieurs scénarios futurs, dont celui qui suit. Déjà éprouvée par la crise sanitaire que nous vivons depuis mars 2020, cette vision prospective sera certainement amenée à évoluer et à s'enrichir de développements nouveaux par la suite...

Les décennies 2020-2040 voient l'avancée significative de l'intelligence artificielle, de la numérisation et de la robotisation dans tous les domaines. Ceci se répercute à travers des changements de société plus profonds, comme la disparition de certains types d'emplois, mais aussi la création de nouveaux métiers encore inconnus. L'école et la formation continue des adultes s'adaptent en devenant des acteurs clés de cette transition, ce qui permet de réorienter les jeunes et les employé-e-s des secteurs concernés vers de nouvelles compétences et fonctions.

Les enjeux liés à la réduction et à la taxation du CO₂, l'évolution des transports ainsi que l'économie de proximité favorisent d'autre part la relocalisation de certains processus de production, créant ainsi des emplois nouveaux à Genève.

L'économie locale, innovante et diversifiée, gagne en importance en s'appuyant notamment sur l'économie circulaire et de partage. La distinction entre production artisanale et industrielle s'estompe ainsi, l'imprimante 3D permettant par exemple à une petite structure de couvrir des demandes très diverses en temps réel.

De son côté, l'Etat de Genève mène à bien la numérisation de ses services désormais entièrement disponibles en ligne, tout en introduisant en interne des méthodes de travail plus agiles. Ceci lui permet de réduire les surfaces de bureau et le recours à ses guichets tout en améliorant ses prestations à la population.

Les objectifs de la politique énergétique du canton sont revus à la hausse et plusieurs nouvelles mesures facilitent la transition vers des solutions plus durables. Les énergies solaire et géothermique se développent fortement, soutenues par les nouveaux réseaux de distribution.

En parallèle, la rénovation énergétique des bâtiments porte ses fruits, et la construction du PAV et d'autres nouveaux quartiers à « 2000 watts » font fortement avancer Genève vers son objectif de 100 % de consommation énergétique renouvelable en 2050.

Dans le domaine des transports, les carburants propres de 3^e génération se développent, et contribuent à maintenir la mobilité individuelle, bien que celle-ci ne soit plus qu'un des éléments de la palette de modes de transport disponibles de manière flexible selon les besoins. Le moteur à explosion a diminué au profit des moteurs électriques et d'autres technologies de motorisation plus durable. L'intelligence artificielle permet par ailleurs la coordination de moyens de transport autonomes et la gestion de systèmes apprenants d'objets connectés.

La société genevoise parvient ainsi graduellement à diminuer son empreinte écologique, notamment carbone.

La crise sanitaire des années 2020 et ses suites ont toutefois mis en lumière la fragilité de la cohésion sociale et la nécessité de construire une société plus résiliente face aux changements et crises de tous types.

Ceci s'accompagne d'un mouvement vers une société plus inclusive et engagée en faveur de l'égalité, s'agissant notamment des questions de promotion de l'égalité des genres, de lutte contre le racisme, de respect de l'orientation sexuelle ou encore d'inclusion des personnes de toutes générations ou en situation de handicap. Les défis sont multiples, mais grâce à la bonne collaboration entre société civile, acteurs publics et entreprises, des solutions innovantes et intégratives voient le jour.

Plus largement, le désir de bien vivre des Genevois et Genevoises devient un thème prépondérant de la période. Selon les sensibilités individuelles, il s'exprime par une manière plus responsable de consommer, le retour à une plus grande spiritualité, le choix d'une alimentation locale de qualité ou encore un meilleur équilibre entre activités professionnelles, de loisirs et de développement personnel.

A partir de 2040, l'utilisation des données sous-tend toutes les politiques publiques ainsi que l'économie du canton. Ceci favorise l'émergence de solutions efficaces et adaptées aux besoins de chacune et de chacun. En conséquence, la protection des données personnelles et la mise à disposition de données publiques fiables et transparentes sont devenues un enjeu central.

Pour garder l'humain au centre des préoccupations, un dialogue participatif continu entre Etat, population et autres acteurs du canton permet d'adapter les projets et politiques publiques au plus près des réalités et besoins du moment.

Plus largement, face aux défis multiples du monde, la Genève internationale reste un lieu privilégié de gouvernance et de dialogue multilatéral entre pays, villes, organisations internationales et acteurs académiques et privés.

Au niveau régional, Genève confirme sa position au cœur d'une agglomération transfrontalière qui s'est développée et compte plus d'un million et demi d'habitant-e-s. L'attractivité du canton met néanmoins le territoire sous pression. Les défis, notamment en matière d'aménagement et de mobilité, sont à la mesure de ces développements. La prospective a heureusement permis au canton d'anticiper les besoins en infrastructures à horizon 2050.

Au 21^e siècle, l'évolution de l'urbanisme et la diversification de l'architecture prennent mieux en compte l'évolution des attentes de la population en répondant à des exigences de qualité élevées, intégrant notamment le patrimoine naturel et bâti ainsi que de nouveaux services de la smart city.

Les déplacements multimodaux sont optimisés au moyen d'algorithmes, au service de transports publics et privés intégrés et renforcés tant au niveau local que national et international.

Les usines intelligentes permettent d'aligner la production au plus près de la demande, supprimant le gaspillage inhérent à la production de masse. Le transport de marchandises s'est accru, mais porte sur de plus petites quantités qui vont directement du lieu de production local à la clientèle, ce qui diminue également la facture énergétique.

Cette nouvelle ère urbaine et métropolitaine s'accompagne d'un important développement ferroviaire qui assure une part décisive des besoins de déplacement des nouveaux quartiers au niveau du canton et de la région.

Ainsi, à l'horizon 2040-2050, l'extension de la gare de Genève-Cornavin et les nouvelles lignes ferroviaires complètent les réseaux de mobilité du Grand Genève, en lien avec le développement territorial prévu sur le canton. Ceci améliore les déplacements et soulage les axes de transport existants.

Ce rattrapage répond aux enjeux majeurs de mobilité du Grand Genève pour lequel la marge de développement des transports publics est significative. Il contribue par ailleurs aux objectifs de mobilité de l'ensemble du pays, en assurant la fluidification nécessaire au sein des agglomérations, mais aussi entre ces dernières et les régions périphériques.

En ce qui concerne la population genevoise en 2050, l'évolution démographique conduit à une part beaucoup plus importante de personnes âgées dans la société. Elle pose d'importants défis d'équilibre entre les générations : le marché de l'emploi est mis sous pression par la diminution du nombre de jeunes entrant dans la vie active alors que l'équilibre du financement du système des retraites pose des défis majeurs.

Les prestations de soin aux personnes fragilisées, notamment aux seniors, se sont développées de façon importante. La cohabitation et les systèmes basés sur la proximité et la solidarité sont mis en avant tant par les individus et la société civile que par les entreprises et acteurs publics.

Plus largement, les transitions écologiques et énergétiques se concrétisent autour de quatre axes principaux : la réduction des émissions carbone, l'adaptation au changement climatique, la valorisation des ressources naturelles et de la biodiversité et la protection des populations aux risques et nuisances externes.

La prospective faisant depuis 2020 partie de ses outils standard, c'est tout naturellement que le Conseil d'Etat lance en 2050 une nouvelle étape de réflexion « Genève 2100 » !

Le collège des Secrétaires généraux du Canton assure le pilotage général de la démarche Genève 2050. Il valide les orientations stratégiques de la démarche présentées par la Commission ainsi que les rapports annuels faisant état des travaux qui seront appelés à être remis au Conseil d'Etat pour examen.

La Commission intègre des représentant-e-s de l'ensemble des départements (département présidentiel, département des infrastructures, département du territoire, département de la cohésion sociale, département des finances, département de l'instruction publique, département du développement économique, département de la sécurité, de l'emploi et de la santé). La démarche est co-pilotée par les départements des infrastructures (DI) et du territoire (DT).

Le Conseil d'Etat souhaite remercier tous les contributeurs et contributrices de ce projet, les partenaires institutionnels, académiques, associatifs, privés ainsi que nos mandataires ayant contribué à cette démarche.

**Tous les résultats détaillés
sont consultables en ligne!**

Suivez le projet!

-  2050.ge.ch
-  [GE 2050 \(@geneve2050\)](https://www.facebook.com/geneve2050)
-  [Genève 2050](https://www.youtube.com/channel/UC...)